

CECI N'EST PAS



UN PROGRAMME

REDÉFINIR LA CONFLICTUALITÉ HISTORIQUE !

Je ne crois pas que les simples gens pensent qu'existe, à brève échéance, le risque d'une dissociation rapide et violente de l'État, et d'une guerre civile ouverte. Ce qui fait plutôt son chemin, c'est l'idée d'une guerre civile latente pour employer une formule journalistique, d'une guerre civile de position qui ôterait toute légitimité à l'État.

Terrorisme et démocratie
ouvrage collectif, Éditions sociales, 1978

À nouveau l'expérimentation, à l'aveugle, sans protocole ou presque. Si peu nous a été transmis; c'en pourrait être une chance.

À nouveau l'action directe, la destruction sans phrase, l'affrontement brut, refus de toute médiation : ceux qui ne veulent pas comprendre n'obtiendront de nous aucune explication.

À nouveau le désir, le plan de consistance de tout ce qui avait été refoulé par plusieurs décennies de contre-révolution.

À nouveau tout cela, l'autonomie, le punk, l'orgie, l'émeute, mais sous un jour inédit, mûri, pensé, débarrassé des chicanes du nouveau.

À force d'arrogance, d'opérations de "police internationale", de communiqués de victoire permanente, un monde qui se présentait comme le seul possible, comme le couronnement de la civilisation, a su se rendre violemment détestable.

Un monde qui croyait avoir fait le vide autour de soi découvre le mal dans ses entrailles, parmi ses enfants.

Un monde qui a célébré un vulgaire changement d'année comme un changement de millénaire commence à craindre pour son millénaire.

Un monde qui s'est durablement placé sous le signe de la catastrophe réalise à contre-cœur que l'effondrement du "bloc socialiste" n'aurait pas de son triomphe, mais de l'inéluctabilité de son propre effondrement.

Un monde qui s'est empiffré aux sons de la fin de l'Histoire, du siècle américain et de l'échec du communisme va devoir payer sa légèreté.

Dans cette conjoncture paradoxale, ce monde, c'est-à-dire, au fond, sa police, se recompose un ennemi à sa mesure, folklorique. Il parle de Black Bloc, de «cirque anarchiste itinérant», d'une vaste conspiration contre la civilisation. Il fait songer à l'Allemagne que décrit Von Salomon dans *Les Réprouvés*, hantée par le fantasme d'une organisation secrète, l'O.C., «qui se répand comme un nuage chargé de gaz» et à qui l'ON attribue tous les éblouissements d'une réalité livrée à la guerre civile. «Une conscience coupable

cherche à conjurer la force qui la menace. Elle se crée un épouvantail contre lequel elle peut pester à son aise et elle croit ainsi assurer sa sécurité», n'est-ce pas?

En dehors des élucubrations convenues de la police impériale, il n'y a pas de lisibilité stratégique des événements en cours. Il n'y a pas de lisibilité stratégique des événements en cours parce que cela supposerait la constitution d'un commun, d'un commun minimal entre nous. Et ça, un commun, ça effraie tout le monde, ça fait reculer le Bloom, ça provoque sueur et stupeur parce que ça ramène de l'univocité jusqu'au cœur de nos vies suspendues. En tout, nous avons pris l'habitude des contrats. Nous avons fui tout ce qui ressemblait à un *pacte*, parce qu'un pacte, ça ne se résilie pas; ça se respecte ou ça se trahit. Et c'est ça, au fond, qui est le plus dur à comprendre: que c'est de la positivité d'un commun que dépend l'impact d'une négation, que c'est notre façon de dire «je» qui détermine la force de notre façon de dire «non». On s'étonne, souvent, de la rupture de toute transmission historique, du fait que depuis bien cinquante ans aucun «parent» ne soit plus capable de raconter sa vie à «ses» enfants, d'en faire un récit qui ne soit pas un discontinuum perlé d'anecdotes dérisoires. Ce qui s'est perdu, en fait, c'est la capacité d'établir un rapport communicable entre notre histoire et l'Histoire. Au fond de tout cela, il y a la croyance qu'en renonçant à toute existence singulière, en abdiquant tout destin, on gagnerait un peu de paix. Les Bloom ont cru qu'il suffisait de désertier le champ de bataille pour que la guerre cesse. Mais il n'en a rien été. La guerre n'a pas cessé et ceux qui refusaient de l'assumer se trouvent seulement un peu plus désarmés, un peu plus *défigurés*, à présent, que les autres. Tout l'énorme magma de ressentiment qui bouillonne aujourd'hui dans les entrailles des Bloom, et qui jaillit en un désir à jamais inassouvi de voir les têtes tomber, de trouver des coupables, d'obtenir une espèce de repentance généralisée pour toute l'histoire passée, sourd de là. Nous avons besoin d'une redéfinition de la conflictualité historique, non intellectuellement: vitalement.

Je dis *redéfinition* parce qu'une définition de la conflictualité historique nous précède, à laquelle se rapportait tout destin dans la période pré-impériale: *la lutte des classes*. Cette définition n'opère plus. Elle condamne à la perclusion, à la mauvaise foi et au bavardage. Nulle guerre ne peut plus être livrée, aucune vie vécue dans ce corset d'un autre âge. Pour poursuivre la lutte, aujourd'hui, il faut bazarder la notion de classe et avec elle tout son cortège d'origines certifiées, de sociologismes rassurants, de prothèses d'identité. La notion de classe, à présent, n'est plus bonne qu'à ménager le petit bain de névrose, de séparation et de procès continuels dont ON se délecte si morbidelement, en France, dans tous les milieux et depuis si longtemps. La conflictualité historique n'oppose plus deux gros tas molaires, deux classes, les exploités et les exploités, les dominants et les dominés, les dirigeants et les exécutants, entre lesquels, dans chaque cas individuel, il serait possible de trancher. La ligne de front qui ne passe plus au beau milieu de la société passe désormais au beau milieu de chacun, entre ce

qui fait de lui un *citoyen*, ses prédicats, et le reste. Aussi bien, c'est *dans chaque milieu* que se livre la guerre entre la socialisation impériale et ce qui d'ores et déjà lui échappe. Un processus révolutionnaire peut être enclenché à partir de n'importe quel point du tissu biopolitique, à partir de n'importe quelle situation singulière, en accusant jusqu'à la rupture la ligne de fuite qui la traverse. Dans la mesure où de tels processus, de telles ruptures surviennent, il y a un plan de consistance qui leur est commun, celui de la subversion anti-impériale. «Ce qui fait la généralité de la lutte, c'est le système même du pouvoir, toutes les formes d'exercice et d'application du pouvoir». Ce plan de consistance nous l'avons appelé le Parti Imaginaire, pour que dans son nom même soit exposé l'artifice de sa représentation nominale et a fortiori politique. Comme tout plan de consistance, le Parti Imaginaire est à la fois déjà là et à construire. Construire le Parti, désormais, ne veut plus dire construire l'organisation totale au sein de laquelle toutes les différences éthiques pourraient être mises entre parenthèses, en vue de la lutte; construire le Parti, désormais, veut dire *établir les formes-de-vie dans leur différence, intensifier, complexifier les rapports entre elles, élaborer le plus finement possible la guerre civile parmi nous*. Parce que la plus redoutable ruse de l'Empire est d'amalgamer en un grand repoussoir – celui de la «barbarie», des «sectes», du «terrorisme» voire des «extrémismes opposés» – tout ce qui s'oppose à lui, lutter contre lui passe centralement par le fait de ne jamais laisser confondre les fractions conservatrices du Parti Imaginaire – miliciens libertariens, anarchistes de droite, fascistes insurrectionnels, néo-maurassiens divers, partisans de la civilisation paysanne – avec ses fractions révolutionnaires. Construire le Parti ne se pose plus, donc, en termes d'organisation, mais en termes de *circulation*. C'est-à-dire que s'il y a encore un «problème de l'organisation», c'est celui d'organiser la circulation au sein du Parti. Car seules l'intensification et l'élaboration des rencontres entre nous peuvent contribuer au processus de polarisation éthique, à la construction du Parti.

Il est certain que la passion de l'Histoire est en général le partage de corps incapables de *vivre* le présent. Pour autant, je ne juge pas hors de propos de revenir sur les apories du cycle de lutte initié au début des années 60, maintenant qu'un autre s'ouvre. Dans les pages qui suivent, de nombreuses références seront faites à l'Italie des années 70; le choix n'est pas arbitraire. Si je ne craignais de devenir un peu long, je montrerais sans peine comment ce qui était là en jeu sous la forme la plus nue et la plus brutale le demeure en grande partie pour nous, quoique sous des latitudes pour l'heure moins extrêmes. Guattari écrivait en 1978: «Plutôt que de considérer l'Italie comme un cas à part, attachant mais tout compte fait aberrant, ne devrions-nous pas, en effet, chercher à éclairer les autres situations sociales, politiques et économiques, plus stables en apparence, procédant d'un pouvoir étatique mieux assuré, à travers la lecture des tensions qui travaillent aujourd'hui ce pays?» L'Italie des années 70 est encore, dans tous ses aspects, le moment insurrectionnel *le plus proche de nous*. C'est de là que nous devons partir, non pour faire l'histoire d'un mouvement passé, mais pour affûter les armes de la guerre en cours.

S'EXTRAIRE
DE LA MACÉRATION
FRANÇAISE !

Nous qui provisoirement opérons en France, n'avons pas la vie facile. Il serait absurde de nier que les conditions dans lesquelles nous menons notre affaire sont déterminées, et même salement déterminées. Outre le fanatisme de la séparation qu'a imprimé aux corps une éducation d'État souveraine et qui fait de l'école l'inavouable utopie plantée dans tous les crânes français, il y a cette méfiance, cette poisseuse méfiance à l'égard de la vie, à l'égard de tout ce qui existe *sans s'en excuser*. Et le retrait du monde – dans l'art, la philosophie, la bonne chère, le chez-soi, la spiritualité ou la critique – comme ligne de fuite exclusive et impraticable dont se nourrit l'épaississement des flux de macération locale. Retrait ombilical qui appelle l'omniprésence de l'État français, ce maître despotique qui semble gouverner ici jusqu'à sa contestation dorénavant "citoyenne". Ainsi va la grande sarabande des cervelles françaises, fri-leuses, percluses et *tordues*, qui n'en finissent plus de tourner au-dedans d'elles-mêmes, à chaque seconde plus menacées qu'elles sont que quelque chose vienne les sortir de leur malheur complaisant.

Presque partout dans le monde, les corps débilisés ont quelque icône historique du ressentiment à quoi se raccrocher, quelque fier mouvement fascistoïde qui aura repeint en grand style le blason de la réaction. Rien de tel en France. Le conservatisme français n'a jamais eu de style. Il n'en a jamais eu parce que c'est un conservatisme bourgeois, un conservatisme *de l'estomac*. Qu'il se soit élevé, à force, au rang de réflexivité malade n'y change rien. Ce n'est pas l'amour d'un monde en voie de liquidation qui l'anime mais la terreur de l'expérimentation, de la vie, de l'expérimentation-vie. Ce conservatisme-là, en tant que substrat éthique des corps spécifiquement français, prime toute espèce de position politique, toute espèce de *discours*. C'est lui qui établit la continuité existentielle, secrète autant qu'évidente, qui scelle l'appartenance de Bové, du bourgeois du XVII^e arrondissement, du scribouillard de l'Encyclopédie des Nuisances et du notable de province *au même parti*. Il importe peu, ensuite, que les corps en question trouvent ou non à émettre des réserves critiques quant à l'ordre existant; on voit bien que c'est la même passion des racines, des arbres, de la soue et des villages qui se prononce aujourd'hui contre la spéculation financière mondiale, et qui réprimera demain le moindre mouvement de déterritorialisation révolutionnaire. C'est partout la même odeur de merde qu'exhalent des bouches qui ne savent parler qu'au nom de l'estomac.

Certainement que la France ne serait pas la patrie du citoyennisme mondial – il est à craindre que dans un avenir proche *Le Monde diplomatique* ne soit traduit en plus de langues que *Le Capital* –, l'épicentre ridicule d'une contestation phobique qui prétend défier le Marché au nom de *l'État*, si l'ON n'y était parvenu à se rendre à ce point imperméable à tout ce dont nous sommes politiquement contemporains, et notamment à l'Italie des années 70. De Paris à Porto Alegre, c'est de cette lubie bloomesque de quitter le monde historique que témoigne, pays par pays, l'expansion désormais mondiale d'ATTAC.

MAI RAMPANT CONTRE MAI TRIOMPHANT !

77 n'a pas été comme 68. 68 a été contestataire, 77 a été radicalement alternatif. Pour cette raison, la version "officielle" présente 68 comme le bon et 77 comme le méchant; en fait, 68 a été récupéré alors que 77 a été anéanti. Pour cette raison, 77 ne pourra jamais, à la différence de 68, être un objet de célébration facile.

Nanni Balestrini, Primo Moroni
L'orda d'oro

La nouvelle d'une situation insurrectionnelle en Italie, situation qui dura plus de dix ans et à laquelle ON ne put mettre un terme qu'en arrêtant en une nuit plus de 4 000 personnes, menaça à plusieurs reprises de parvenir jusqu'en France dans les années 70. Il y eut d'abord les grèves sauvages de l'Automne Chaud (1969) que l'Empire vainquit par le massacre à la bombe de Piazza Fontana. Les Français, chez qui «la classe ouvrière (ne) saisit des mains fragiles des étudiants le drapeau rouge de la révolution prolétarienne» que pour signer les accords de Grenelle, ne purent alors croire qu'un mouvement parti des universités ait pu mûrir jusqu'à atteindre les usines. Avec toute l'amertume de leur rapport abstrait à la classe ouvrière, ils se sentaient piqués au vif; leur Mai en aurait terni. Aussi donnèrent-ils à la situation italienne le nom de "mai rampant".

Dix ans plus tard, alors que l'on en était déjà à célébrer la *mémoire* de l'événement printanier et que ses éléments les plus déterminés s'étaient gentiment intégrés aux institutions républicaines, de nouveaux échos parvinrent d'Italie. C'était plus confus, à la fois parce que les cervelles françaises pacifiées ne comprenaient déjà plus grand'chose à la guerre dans laquelle elles étaient pourtant engagées, et aussi parce que des rumeurs contradictoires parlaient tantôt de prisonniers en révolte, tantôt de contre-culture armée, tantôt de Brigades Rouges (BR), et d'autres choses un peu trop *physiques* pour qu'ON ait en France coutume de les comprendre. On tendit un peu l'oreille, par curiosité, puis on s'en retourna à ses menues insignifiances en se disant que décidément, ils étaient bien naïfs ces Italiens

qui continuaient à se révolter quand nous en étions déjà aux commémorations. ON se rassit donc dans la dénonciation du goulag, des "crimes du communisme" et autres délices de la "nouvelle philosophie". ON s'évita ainsi de voir que l'on se révoltait alors en Italie *contre ce que Mai 68 était, par exemple, devenu en France* – saisir que le mouvement italien «mettait en cause les profs qui se glorifiaient d'un passé soixante-huitard parce qu'ils étaient en réalité les plus féroces champions de la normalisation sociale-démocrate» (*Tutto Città 77*) eut certes procuré aux Français un désagréable sentiment d'histoire immédiate. L'honneur sauf, ON confirma donc la certitude du "mai rampant" grâce à quoi l'ON remisa parmi les articles d'une autre saison ce mouvement de 77 dont tout est à venir.



Kojev, qui n'avait pas son pareil pour *saisir le vif*, enterra le Mai français d'une jolie formule. Quelques jours avant de succomber à une crise cardiaque dans une réunion de l'OCDE, il avait déclaré au sujet des "événements" : « Il n'y a pas eu de mort. Il ne s'est rien passé ». Il en fallut un peu plus, naturellement, pour enterrer le mai rampant italien. Un autre hégélien surgit alors, qui s'était acquis un crédit non moindre que le premier, mais par d'autres moyens. Il dit : « Écoutez, écoutez, il ne s'est rien passé en Italie. Juste quelques désespérés manipulés par l'État qui, pour terroriser la population, ont enlevé des hommes politiques et tué quelques magistrats. Rien de notable, vous le voyez bien. » Ainsi, grâce à l'intervention avisée de Guy Debord, ne sut-on jamais de ce côté-ci des Alpes qu'il s'était passé quelque chose en Italie dans les années 70. Toutes les lumières françaises à ce sujet se réduirent donc jusqu'à aujourd'hui à des spéculations platoniques sur la manipulation des BR par tel ou tel service de l'État et le massacre de Piazza Fontana. Si Debord fut un passeur exécutable pour ce que la situation italienne contenait d'explosif, il introduisit en revanche en France le sport favori du journalisme italien : la *rétrologie*. Par *rétrologie* – discipline dont l'axiome primordial pourrait être « la vérité est ailleurs » –, les Italiens désignent ce jeu de miroirs paranoïaque auquel s'adonne celui qui ne peut plus croire en aucun événement, en aucun phénomène vital et qui doit constamment, de ce fait, c'est-à-dire *du fait de sa maladie*, supposer quelqu'un derrière ce qui arrive – la loge P2, la CIA, le Mossad ou lui-même. Le gagnant sera celui qui aura fourni à ses petits camarades les plus solides raisons de douter de la réalité.

On comprend mieux en vertu de quoi les Français parlent, pour l'Italie, d'un "mai rampant". C'est qu'eux ils ont le Mai fier, public, d'État.

Mai 68, à Paris, a pu rester comme le *symbole* de l'antagonisme politique mondial des années 60-70 dans la mesure exacte où la *réalité* de celui-ci était ailleurs.

Aucun effort, cependant, ne fut ménagé pour transmettre aux Français un peu de l'insurrection italienne; il y eut *Mille plateaux* et *La révolution moléculaire*, il y eut l'Autonomie et le mouvement des squatts, mais rien qui fût assez puissamment armé pour percer la muraille de mensonges de l'esprit français. Rien que l'ON ne puisse feindre de ne pas avoir vu. À la place, ON préférera bavarder de La République, de L'École et de La Sécurité Sociale, de La Culture, de La Modernité et du Lien Social, du Malaise-des-banlieues, de La Philosophie et du Service Public. Et c'est encore de cela que l'ON bavarde à l'heure où les services spéciaux de l'Empire ressuscitent en Italie la "stratégie de la tension". Décidément, il manque un éléphant dans cette verrière. Quelqu'un qui pose un peu grossièrement et une bonne fois pour toutes les évidences sur lesquelles tout le monde est assis; au risque de fracasser quelque peu cet échafaudage idéal.

Je veux parler ici, entre autres, aux "camarades", à ce dont je sais partager le parti. J'en ai un peu marre de la confortable arriération théorique de l'ultra-gauche française. J'en ai marre d'entendre depuis des décennies les mêmes faux débats d'un sous-marxisme rhétorique : spontanéité ou organisation, communisme ou anarchisme, communauté humaine ou individualité rebelle. Il y a encore des bordiguistes, des maoïstes et des conseillistes en France. Sans mentionner les périodiques *revivals* trotskystes et le folklore situationniste.



Ce qui était en train de se passer à ce moment était clair : le syndicat et le PCI se tombaient dessus comme la police, comme les fascistes. À ce moment il était clair qu'il y avait une rupture irrémédiable entre eux et nous. Il était clair à partir de cet instant que le PCI n'aurait plus droit à la parole dans le mouvement.

Un témoin des affrontements du 17 février 1977 devant l'Université de Rome, cité in *Lorda d'oro*

Dans son dernier livre, Mario Tronti constate que «le mouvement ouvrier n'a pas été vaincu par le capitalisme; le mouvement ouvrier a été vaincu par la démocratie». Mais la démocratie n'a pas vaincu le mouvement ouvrier comme une créature étrangère à lui : elle l'a vaincu *comme sa limite interne*. La classe ouvrière n'a été que passagèrement le siège privilégié du prolétariat, du prolétariat en tant que «classe de la société civile qui n'est pas une classe de la société civile», en tant qu'«ordre qui est la dissolution de tous les ordres» (Marx). Dès l'entre-deux-guerres, le prolétariat commence à déborder franchement la classe ouvrière, au point que les fractions les plus avancées du Parti Imaginaire commencent à reconnaître en elle, dans son travailisme fondamental, dans ses supposées «valeurs», dans sa satisfaction classiste de soi, bref : dans son être-de-classe homologue à celui de la bourgeoisie, son plus redoutable ennemi, et le plus puissant vecteur d'intégration à la société du Capital. Le Parti Imaginaire sera dès lors la *forme d'apparition* du prolétariat.

Dans tous les pays occidentaux, 68 marque la rencontre et le heurt entre le vieux mouvement ouvrier, fondamentalement socialiste et sénéscent, et les premières fractions constituées du Parti Imaginaire. Lorsque deux corps se heurtent, la direction résultant de leur rencontre dépend de l'inertie et de la masse de chacun d'eux. Il en alla de même alors, dans chaque pays. Là où le mouvement ouvrier était encore puissant, comme en Italie et en France, les minces détachements du Parti Imaginaire se coulèrent dans ses formes mitées, en singèrent aussi bien le langage que les méthodes. On assista ainsi à la renaissance de pratiques militantes du type «Troisième Internationale»; ce fut l'hystérie groupusculaire et la neutralisation dans l'abstraction politique. Ce fut donc le bref triomphe du maoïsme et du trotskysme en France (GP, PC-mlf, UJC-ml, JCR, Parti des Travailleurs, etc.), des *partitini* (Lotta continua, Avanguardia Operaia, MLS, Potere Operaio, Manifesto) et autres groupes extra-parlementaires en Italie. Là où le mouvement ouvrier avait depuis longtemps été liquidé, comme aux États-Unis ou en Allemagne, il y eut un passage immédiat de la révolte étudiante à la lutte armée, passage où l'assomption de pratiques et de tactiques propres au Parti Imaginaire fut souvent masquée par un vernis de discours socialiste voire tiers-mondiste. Ce fut, en Allemagne, le mouvement du 2 juin, la Rote Armee Fraktion (RAF) ou les Rote Zellen, et aux États-

Unis, le Black Panthers Party, les Weathermen, les Diggers ou la Manson Family, emblème d'un prodigieux mouvement de désertion intérieure.

Le propre de l'Italie, dans ce contexte, c'est que le Parti Imaginaire, ayant massivement conflué dans les structures à caractère socialiste des *partitini*, trouva encore la force de les faire exploser. Quatre ans après que 68 eût manifesté la «crise d'hégémonie du mouvement ouvrier» (R. Rossanda), la balle qui jusque-là avait fait long feu, finit par partir, vers 1973, pour donner naissance au premier soulèvement d'envergure du Parti Imaginaire dans une zone-clef de l'Empire : le mouvement de 77.

Le mouvement ouvrier a été vaincu par la démocratie, c'est-à-dire que rien de ce qui est issu de cette tradition n'est en mesure d'affronter la nouvelle configuration des hostilités. Au contraire. Quand l'hostis n'est plus une portion de la société – la bourgeoisie –, mais la société en tant que telle, en tant que *pouvoir*, et que donc nous trouvons lutter non contre des tyrannies classiques, mais contre des démocraties biopolitiques, nous savons que toutes les armes comme toutes les stratégies sont à réinventer. L'hostis s'appelle l'Empire, et pour lui nous sommes le Parti Imaginaire.



ECRASER LE SOCIALISME !

*Vous n'êtes pas du Château;
vous n'êtes pas du village;
vous n'êtes rien.*

Franz Kafka
Le Château

L'élément révolutionnaire est le prolétariat, la plèbe. Le prolétariat n'est pas une classe. Comme le savaient encore les Allemands du siècle dernier, *es gibt Pöbel in allen Ständen*, il y a de la plèbe dans toutes les classes. «La pauvreté en elle-même ne fait appartenir personne à la plèbe; celle-ci n'est déterminée en tant que telle que par la mentalité qui se rattache à la pauvreté, par la révolte intérieure contre les riches, contre la société, le gouvernement, etc. À quoi se rattache encore le fait que l'homme assigné à la contingence devient à la fois léger et rebelle au travail, comme le sont, par exemple, les Lazzaroni à Naples.» (Hegel, *Principes de la philosophie du Droit*, additif au § 24) Chaque fois qu'il a tenté de se définir comme classe, le prolétariat s'est vidé de lui-même, il a pris modèle sur la classe dominante, la bourgeoisie. En tant que non-classe, le prolétariat ne s'oppose pas à la bourgeoisie, mais à la *petite-bourgeoisie*. Tandis que le petit-bourgeois croit pouvoir tirer son épingle du jeu social, est persuadé qu'il finira bien par s'en sortir individuellement, le prolétaire sait que son propre destin est suspendu à sa coopération avec les siens, qu'il a besoin d'eux pour persister dans l'être, bref : que son existence individuelle est d'emblée collective. En d'autres termes : *le prolétaire est celui qui s'éprouve comme forme-de-vie*. Il est communiste, ou n'est rien.

Dans chaque époque se redéfinit la forme d'apparition du prolétariat, en fonction de la configuration générale des hostilités. La plus regrettable confusion à ce sujet concerne la "classe ouvrière". En tant que telle, la classe ouvrière a toujours été hostile au mouvement révolutionnaire, au communisme. Elle ne fut pas socialiste par hasard, elle le fut *par essence*. Si l'on en excepte les éléments plébéiens, c'est-à-dire précisément ce qu'il ne pouvait *pas* reconnaître comme ouvrier, le mouvement ouvrier coïncida tout au long de son existence avec la fraction *progressiste* du capitalisme. De février 1848 jusqu'aux utopies autogestionnaires des années 70 en passant par la Commune, il n'a jamais revendiqué, pour ses éléments les plus radicaux, que le droit des prolétaires à *gérer eux-mêmes le Capital*. Dans les faits, il n'a jamais travaillé qu'à l'élargissement et à l'approfondissement de la base humaine du Capital. Les régimes dits "socialistes" réalisèrent bel et bien son programme : l'intégration de *tous* au rapport capitaliste de production et l'insertion de *chacun* dans le processus de valorisation. Leur effondrement, en retour, n'aura fait qu'attester l'impossibilité du programme capitaliste total. C'est donc *par* les luttes *sociales* et non contre elles que le Capital s'est installé au cœur de l'humanité, que celle-ci se l'est *effectivement réapproprié* jusqu'à devenir à proprement parler *le peuple du Capital*. Le mouvement ouvrier fut donc essentiellement un mouvement *social*, et c'est comme tel qu'il se survit. En mai 2001, un petit-chef des *Tute bianche* italiennes venait expliquer aux jeunes abrutis de «Socialisme par en bas» comment devenir un interlocuteur crédible du pouvoir, comment rentrer par la fenêtre dans le sale jeu de la politique classique. Il expliquait ainsi la "démarche" des *Tute bianche* : «Pour nous, les *Tute bianche* symbolisent tous les sujets absents de la politique institutionnelle, tous ceux qui n'y sont pas représentés : les sans-papiers, les jeunes, les travailleurs précaires, les drogués, les chômeurs, les exclus. Ce que nous voulons, c'est donner une représentation à ces gens qui n'en ont pas.» Le mouvement social d'aujourd'hui, avec ses néo-syndicalistes, ses militants informels, ses porte-paroles spectaculaires, son stalinisme nébuleux et ses micro-politiciens, est en cela l'héritier du mouvement ouvrier : il marchandise avec les organes



conservateurs du Capital l'intégration des prolétaires au processus de valorisation réformé. En échange d'une reconnaissance institutionnelle incertaine – incertaine en vertu de l'impossibilité logique de représenter le non-représentable, le prolétariat –, le mouvement ouvrier puis social s'est engagé à garantir au Capital la paix sociale. Quand une de ses hégéries désertiques, Susan George, dénonce après Göteborg ces "casseurs" dont les méthodes «sont aussi anti-démocratiques que les institutions qu'ils prétendent contester», quand à Gênes les *Tute bianche* livrent aux flics des éléments supposés des introuvables "Black Bloc" – qu'ils diffament paradoxalement comme étant infiltrés par la même police –, les représentants du mouvement social ne manquent jamais de me rappeler la réaction du parti ouvrier italien confronté au mouvement de 77. «Les masses populaires – lit-on dans le rapport présenté par Paolo Bufalini le 18 avril 1978 au Comité central du PCI –, tous les citoyens aux sentiments démocratiques et civiques poursuivront leurs efforts pour apporter une précieuse contribution aux forces de l'ordre, aux agents et aux militaires engagés dans la lutte contre le terrorisme. Leur contribution la plus importante, c'est l'isolement politique et moral des *brigatisti* rouges, de leurs sympathisants et de leurs supporters, pour leur retirer tout alibi, toute collaboration extérieure, tout point d'appui. Envers eux, il s'agit de faire le vide, de les laisser comme des poissons sans eau. Ce n'est pas un petit travail, si l'on songe combien les participants aux entreprises criminelles doivent être nombreux». Parce que nul n'a plus intérêt que lui au maintien de l'ordre, le mouvement social fut, est et sera à l'avant-garde de la guerre livrée au prolétariat. Désormais, au Parti Imaginaire.

Comment le mouvement ouvrier fut toujours porteur de l'Utopie-Capital, celle de la «communauté du travail, où n'existent plus que des producteurs, sans oisifs ni chômeurs, et qui gèrerait sans crises et sans inégalité le capital, ainsi devenu La Société» (Philippe Riviale, *La ballade du temps passé*), rien ne le démontre mieux que l'histoire du mai rampant. Contrairement à ce que l'expression suggère, le mai rampant ne fut nullement un processus continu étalé sur dix années, ce fut au contraire un chœur souvent cacophonique de processus révolutionnaires locaux, se mouvant eux-mêmes, ville par ville, selon un rythme propre fait de suspensions et de reprises, de stases et d'accélération, et se répondant les uns aux autres. Une rupture décisive survint cependant, de l'avis général, avec l'adoption par le PCI, en 1973, de la ligne du compromis historique. La période précédente, de 1968 à 1973, avait été marquée par la lutte entre le PCI et les groupes extra-parlementaires pour l'hégémonie de la représentation du nouvel antagonisme social. Ailleurs, ç'avait été l'éphémère succès de la "deuxième" ou "nouvelle" gauche. L'enjeu de cette période, c'est ce que l'ON appelait alors le "débouché politique", c'est-à-dire la traduction des luttes concrètes en une gestion alternative, élargie de l'État capitaliste. Luttés que le PCI regarda d'abord d'un bon œil, et même encouragea çà et là,

puisqu'il contribuait à majorer son pouvoir contradictoire. Mais à partir de 1972, le nouveau cycle de lutte commence à s'essouffler à l'échelle mondiale. Il devient urgent pour le PCI de monnayer au plus vite une capacité sociale de nuisance en chute libre. En outre, la leçon chilienne – un parti socialiste dont l'accession au pouvoir se solde à bref délai par un putsch impérial télécommandé – tend à le dissuader d'atteindre seul à l'hégémonie politique. C'est alors que le PCI élabore la ligne du compromis historique. Avec le ralliement du parti ouvrier au parti de l'ordre et la clôture subséquente de la sphère de la représentation, toute médiation politique se dérobo. Le Mouvement se retrouve seul avec lui-même, contraint d'élaborer sa propre position au-delà d'un point de vue de classe; les groupes extra-parlementaires et leur phraséologie sont brutalement désertés; sous l'effet paradoxal du mot d'ordre de «des/agregazione» le Parti Imaginaire commence à se former en plan de consistance. Face à lui, à chaque nouvelle étape du processus révolutionnaire, c'est logiquement le PCI qu'il rencontrera comme le plus résolu de ses adversaires. Les affrontements les plus durs du mouvement de 77, que ce soient ceux de Bologne ou ceux de l'université de Rome entre les autonomes et les Indiens Métropolitains d'un côté, et le service d'ordre de Luciano Lama, le leader de la CGIL, et la police de l'autre, mettront le Parti Imaginaire aux prises avec le parti ouvrier; et plus tard, ce seront naturellement des "magistrats rouges" qui lanceront l'offensive judiciaire "anti-terroriste" de 1979-1980 et sa suite de rafles. L'origine du discours citoyen qui péroré actuellement en France, c'est là qu'il faut la chercher et sa fonction stratégique offensive, c'est dans ce contexte qu'il faut l'apprécier. «Il est tout à fait clair – écrivent alors des membres du PCI – que les terroristes et les militants de la subversion se proposent de contrecarrer la marche progressive des travailleurs vers la direction politique du pays, de porter atteinte à la stratégie fondée sur l'extension de la démocratie et sur la participation des masses populaires, de remettre en cause les choix de la classe ouvrière, pour pouvoir l'entraîner dans une confrontation directe, dans une laceration tragique du tissu démocratique. [...] Si une grande mobilisation populaire se crée dans le pays, si les forces démocratiques accentuent leur action unitaire, si le gouvernement sait donner de fermes directives aux appareils de l'État réformés d'une manière adéquate et devenus plus efficaces, le terrorisme et la subversion seront isolés et battus et la démocratie pourra s'épanouir dans un État profondément rénové.» (*Terrorisme et démocratie*) L'injonction à dénoncer tel ou tel comme terroriste est alors l'injonction à se distinguer de soi-même en tant que capable de violence, à projeter loin de soi sa propre latence guerrière, à introduire en soi la scission économique qui fera de nous un sujet politique, un citoyen. C'est donc en des termes tout à fait actuels que Giorgio Amendola, alors cadre dirigeant du PCI, attaquait en son temps le mouvement de 77 : «Seuls ceux qui visent la destruction de l'État républicain ont intérêt à semer la panique et à prêcher la désertion». C'est cela même.

CECI N'EST PAS

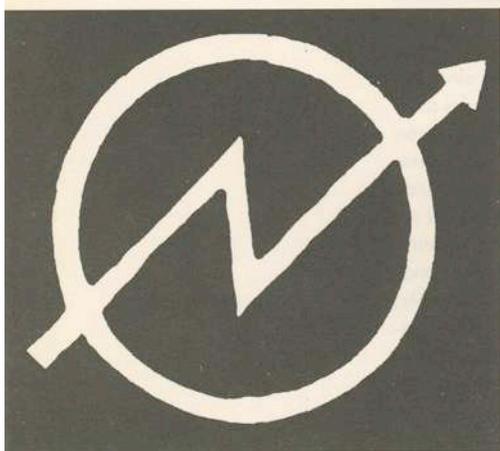


UN PROGRAMME

ARMER LE PARTI IMAGINAIRE !

Les points, les nœuds, les foyers de résistance sont disséminés avec plus ou moins de densité dans le temps et l'espace, dressant parfois des groupes ou des individus de manière définitive, allumant certains points du corps, certains moments de la vie, certains types de comportement. Des grandes ruptures radicales, des partages binaires et massifs? Parfois. Mais on a affaire le plus souvent à des points de résistance mobiles et transitoires, introduisant dans une société des clivages qui se déplacent, brisant des unités et suscitant des regroupements, sillonnant les individus eux-mêmes, les découpant et les remodelant, traçant en eux, dans leur corps et dans leur âme, des régions irréductibles. Tout comme le réseau des relations de pouvoir finit par former un épais tissu qui traverse les appareils et les institutions, sans se localiser exactement en eux, de même l'essaimage des points de résistance traverse les stratifications sociales et les unités individuelles. C'est sans doute le codage stratégique de ces points de résistance qui rend possible une révolution.

Michel Foucault
La volonté de savoir



L'Empire est cette sorte de domination qui ne se reconnaît pas de Dehors, qui est allée jusqu'à se sacrifier en tant que Même pour ne plus avoir d'Autre. L'Empire n'exclut rien, substantiellement, il exclut seulement que quoi que ce soit se présente à lui comme *autre*, se dérobe à l'équivalence générale. Le Parti Imaginaire n'est donc rien, spécifiquement, il est tout ce qui fait obstacle, mine, ruine, dément l'équivalence. Qu'il parle dans la bouche de Poutine, de Bush ou de Jiang Zemin, l'Empire qualifiera donc toujours son hostis de "criminel", de "terroriste", de "monstre". À la limite, il organisera lui-même en sous-main les actions "terroristes" et "monstrueuses" qu'il prêtera ensuite à l'hostis – se souvient-on des envolées édifiantes de Boris Eltsine après les attentats perpétrés à Moscou par ses propres services spéciaux? De cette adresse au peuple russe, notamment, où notre bouffon en appelait à la lutte contre le terrorisme tchéchène, «contre un ennemi intérieur qui n'a ni conscience, ni pitié, ni honneur», qui «n'a pas de visage, de nationalité ou de religion». À l'inverse, ses propres opérations militaires l'Empire ne les reconnaîtra jamais comme des actes de guerre, mais seulement comme des opérations de "maintien de la paix", des affaires de "police internationale".

Avant que la dialectique, la dialectique que en tant que pensée de la réintégration finale, ne revienne crâner à la faveur de 68, Marcuse avait tenté de penser cette curieuse configuration des hostilités. Dans une intervention datant de 1966 intitulée *Sur le concept de négation dans la dialectique*, Marcuse s'en prend au réflexe hégélo-marxiste qui fait intervenir la négation à l'intérieur d'une totalité antagonique, que ce soit entre deux classes, entre le camp socialiste et le camp capitaliste ou entre le Capital et le travail. À cela il oppose une contradiction, une négation qui vient du dehors. Il discerne que la mise en scène d'un antagonisme social au sein d'une totalité, qui avait été le propre du mouvement ouvrier, n'est qu'un dispositif par quoi ON gèle l'événement, prévenant la survenue par l'extérieur de la négation véritable. «L'extérieur dont je viens de parler, écrit-il, ne doit pas être conçu d'une manière mécanique, en termes d'espace, mais comme la différence qualitative qui dépasse les oppositions présentes à l'intérieur de tous partiels antagoniques et n'est pas réductible à ces oppositions. [...] La force de la négation, nous le savons, ne se concentre aujourd'hui en aucune classe. Elle constitue une opposition encore chaotique et anarchique; elle est politique et morale, rationnelle et instinctive; elle est refus de jouer le jeu, dégoût de toute prospérité, obligation de protester. C'est une opposition faible, une opposition inorganique, mais qui, à mon sens, repose sur des ressorts et vise des fins qui se trouvent en contradiction irréconciliable avec la totalité existante.»

Dès l'entre-deux-guerres, la nouvelle configuration des hostilités s'était faite jour. D'un côté, il y avait l'adhésion de l'URSS à la SDN, le pacte Staline-Laval, la stratégie d'échec du Komintern, le ralliement des masses au nazisme, au fascisme et au franquisme, bref : la trahison par les ouvriers de leur assignation à la révolution. De l'autre, c'était le débordement de la subversion sociale hors du mouvement ouvrier – dans le surréalisme, l'anarchisme espagnol ou avec les *hobos* américains. D'un coup, l'identification du mouvement révolutionnaire et du mouvement ouvrier s'effondrait mettant à nu le Parti Imaginaire comme *exxès* par rapport à ce dernier. Le mot d'ordre «classe contre classe», qui à partir de 1926 devient hégémonique, ne livre son contenu latent que si l'on observe qu'il domine précisément le moment de la désintégration de toutes les classes sous l'effet de la crise. «Classe contre classe»

veut en vérité dire «classes contre non-classes», il trahit la détermination à résorber, à liquider ce *reste* toujours plus massif, cet élément flottant, inassignable socialement, qui menace d'emporter toute interprétation substantialiste de la société, tant celle de la bourgeoisie que celle des marxistes. *En fait, le stalinisme s'interprète d'abord comme raidissement du mouvement ouvrier devant son débordement effectif par le Parti Imaginaire.*

Un groupe, le Cercle Communiste Démocratique, réuni autour de Souvarine, avait alors, dans la France des années 30, tenté de redéfinir la conflictualité historique. Il n'y parvint qu'à moitié, ayant tout de même identifié les deux principaux écueils du marxisme : l'économisme et l'eschatologie. Le dernier numéro de sa revue, *La critique sociale*, faisait ce constat d'échec : «Ni la bourgeoisie libérale, ni le prolétariat inconscient ne se montrent capables d'absorber dans leurs organisations politiques les forces jeunes et les éléments déclassés dont l'intervention de plus en plus active accélère le cours des événements.» (*La critique sociale*, n° 11, mars 1934) Comme on ne s'en étonnera guère dans un pays où la coutume est de tout dissoudre, en particulier le politique, dans la littérature, c'est sous la plume de Bataille que l'on trouvera, dans ce dernier numéro, la première esquisse d'une théorie du Parti Imaginaire. L'article s'intitule *Psychologie de masse du fascisme*. Chez Bataille, le Parti Imaginaire s'oppose à la *société homogène*. «La base de l'*homogénéité* sociale est la production. La société *homogène* est la société productive, c'est-à-dire la société utile. Tout élément inutile est exclu, non de la société totale, mais de sa partie *homogène*. Dans cette partie, chaque élément doit être utile à un autre sans que jamais l'activité *homogène* puisse atteindre la forme de l'activité *valable en soi*. Une activité utile a toujours une *commune mesure* avec une autre activité utile, mais non avec une activité *pour soi*. La commune mesure, fondement de l'*homogénéité* sociale et de l'activité qui en relève, est l'argent, c'est-à-dire une équivalence chiffrable des différents produits de l'activité collective.» Bataille saisit ici la constitution contemporaine du monde en *tissu biopolitique continu*, qui seule rend compte de la solidarité fondamentale entre les régimes démocratiques et les régimes totalitaires, de leur infinie réversibilité les uns dans les autres. Le Parti Imaginaire, dès lors, est ce qui se manifeste comme *hétérogène* à la formation biopolitique. «Le terme même d'*hétérogène* indique qu'il s'agit d'éléments impossibles à assimiler et cette impossibilité qui touche à la base l'assimilation sociale touche en même temps l'assimilation scientifique. [...] *La violence, la démesure, le délire, la folie* caractérisent à des degrés divers les éléments hétérogènes : actifs, en tant que personnes ou en tant que foules, ils se produisent en brisant les lois de l'*homogénéité* sociale. [...] En résumé, l'existence *hétérogène* peut être représentée par rapport à la vie courante (quotidienne) comme *tout autre*, comme *incommensurable*, en chargeant ces mots de la valeur *positive* qu'ils ont dans l'expérience vécue affective. [...] Le prolétariat ainsi envisagé ne peut d'ailleurs pas se limiter à lui-même : il n'est en fait qu'un point

de concentration pour tout élément social dissocié et rejeté dans l'*hétérogénéité*.» L'erreur de Bataille, et qui grèvera par la suite toute l'entreprise du Collège de Sociologie et d'Acéphale, c'est d'encore concevoir le Parti Imaginaire *comme une partie de la société*, d'encore reconnaître celle-ci comme un cosmos, comme une totalité représentable au-dessus de soi, et de s'envisager *depuis ce point de vue*, i.e. depuis le point de vue *de la représentation*. Toute l'ambiguïté des positions de Bataille quant au fascisme tient à son attachement aux vieilleries dialectiques, à tout ce qui l'empêche de comprendre que, sous l'Empire, *la négation vient du dehors*, qu'elle intervient non comme hétérogénéité *par rapport à l'homogène*, mais comme hétérogénéité *en soi*, comme hétérogénéité *entre elles* des formes-de-vie jouant dans leur différence. En d'autres termes, le Parti Imaginaire ne peut jamais être individué comme un sujet, un corps, une chose ou une substance, ni même comme un ensemble de sujets, de corps, de choses et de substances, mais seulement comme l'*événement* de tout cela. Le Parti Imaginaire n'est pas substantiellement un reste de la totalité sociale, mais le *fait* de ce reste, le fait qu'*il y ait* un reste, que le représenté excède toujours sa représentation, que ce sur quoi s'exerce le pouvoir à jamais lui échappe. Ci-gît la dialectique. Toutes nos condoléances.

Il n'y a pas d'"identité révolutionnaire". Sous l'Empire, c'est au contraire la non-identité, le fait de trahir constamment les prédicats qu'ON nous colle, qui est révolutionnaire. Des "sujets révolutionnaires", il n'y en a plus depuis longtemps que *pour le pouvoir*. Devenir quelconques, devenir imperceptibles, conspirer, cela veut dire distinguer entre notre présence et ce que nous sommes pour la représentation, afin d'en jouer. Dans la mesure exacte où l'Empire s'unifie, où la nouvelle configuration des hostilités acquiert un caractère objectif, il y a une nécessité stratégique de savoir ce que l'on est pour lui, mais nous prendre pour cela, un "Black Bloc", un "Parti Imaginaire" ou autre chose, serait notre perte. *Pour l'Empire, le Parti imaginaire n'est que la forme de la pure singularité*. Du point de vue de la représentation, la singularité est comme telle l'abstraction achevée, l'identité vide du *hic et nunc*. De même, du point de vue de l'homogène, le Parti Imaginaire sera simplement "l'hétérogène", le pur irréprésentable. Sous peine de mâcher le travail à la police, il faut donc nous garder de croire pouvoir faire autre chose qu'*indiquer le Parti Imaginaire quand il survient*, comme : le décrire, l'identifier, le localiser sur le territoire ou le cerner comme un segment de "la société". Le Parti Imaginaire n'est pas un des termes de la contradiction sociale, mais le *fait qu'il y ait de la contradiction*, l'irrésorbable altérité du déterminé face à l'universalité omnivore de l'Empire. Et c'est seulement pour l'Empire, *c'est-à-dire pour la représentation*, que le Parti Imaginaire existe comme tel, c'est-à-dire *en tant que négatif*. Faire porter à ce qui lui est hostile les habits du "négatif", de la "contestation" ou du "rebelle" n'est qu'une tactique dont use le système de la représentation pour amener sur son plan d'inconsistance,

CECI N'EST PAS



UN PROGRAMME

fût-ce au prix de l'affrontement, la positivité qui lui échappe. L'erreur cardinale de toute subversion se concentrera dès lors dans le fétichisme de la négativité, dans le fait de s'attacher à sa puissance de négation comme à son attribut le plus propre quand celle-ci est précisément ce dont elle est le plus tributaire de l'Empire, et de sa reconnaissance. Le militantisme comme le militarisme trouvent ici leur seule issue désirable : cesser d'appréhender notre positivité, qui est toute notre force, qui est tout ce dont nous sommes porteurs, du point de vue de la représentation, c'est-à-dire comme dérisoire. Et certes, pour l'Empire, toute détermination est une négation.

Foucault, lui aussi, livrera une contribution déterminante à la théorie du Parti Imaginaire : ses entretiens sur la plèbe. C'est dans un «Débat avec les maos» de 1972 au sujet de la «justice populaire» que Foucault évoquera pour la première fois le thème de la plèbe. Critiquant la pratique maoïste des tribunaux populaires, il rappelle que toutes les révoltes populaires depuis le Moyen Âge ont été des révoltes *anti-judiciaires*, que la constitution de tribunaux du peuple durant la Révolution française correspond précisément au moment de sa reprise en main par la bourgeoisie, et enfin que la forme-tribunal, en réintroduisant une instance *neutre* entre le peuple et ses ennemis, réintroduit dans la lutte contre l'État le principe de celui-ci. «Qui dit tribunal dit que la lutte entre les forces en présence est, de gré ou de force, suspendue.» La fonction de la justice depuis le Moyen Âge fut d'après Foucault de séparer la plèbe prolétarisée, et donc intégrée en tant que prolétariat, incluse sur le mode de l'exclusion, de la plèbe non-prolétarisée, la plèbe à proprement parler. En isolant dans la masse des pauvres, les «criminels», les «violents», les «fous», les «vagabonds», les «pervers», les «voyous», la «pègre», ON ne retirait pas seulement au peuple sa fraction la plus dangereuse pour le pouvoir, celle qui était à tout instant prête à l'action séditionnelle et armée, ON s'offrait aussi la possibilité de retourner contre le peuple ses éléments les plus offensifs. Ce sera le chantage permanent du «ou tu vas en prison, ou tu vas à l'armée», «ou tu vas en prison, ou tu pars aux colonies», «ou tu vas en prison, ou tu entres dans la police», etc. Tout le travail du mouvement ouvrier pour distinguer les honnêtes travailleurs éventuellement en grève, des «provocateurs», «casseurs» et autres «incontrôlés» prolonge cette façon d'opposer la plèbe au prolétariat. Aujourd'hui encore, c'est selon la même logique que les cailleras deviennent vigiles : pour neutraliser le Parti Imaginaire en jouant une de ses fractions contre les autres. La notion de plèbe, Foucault l'explicitera quatre ans plus tard, dans un autre entretien. «Il ne faut sans doute pas concevoir la «plèbe» comme le fond permanent de l'histoire, l'objectif final de tous les assujettissements, le foyer jamais tout à fait éteint de toutes les révoltes. Il n'y a sans doute pas de réalité sociologique de la «plèbe». Mais il y a bien toujours quelque chose, dans le corps social, dans les classes, dans les groupes, dans les individus eux-mêmes qui

échappe d'une certaine façon aux relations de pouvoir; quelque chose qui est non point la matière première plus ou moins docile ou rétive, mais qui est le mouvement centrifuge, l'énergie inverse, l'échappée. «La» plèbe n'existe sans doute pas, mais il y a «de la plèbe». Il y a de la plèbe dans les corps, et dans les âmes, il y en a dans les individus, dans le prolétariat, il y en a dans la bourgeoisie, mais avec une extension, des formes, des énergies, des irréductibilités diverses. Cette part de plèbe, c'est moins l'extérieur par rapport aux relations de pouvoir, que leur limite, leur envers, leur contrecoup; c'est ce qui répond à toute avancée du pouvoir par un mouvement pour s'en dégager; c'est donc ce qui motive tout nouveau développement des réseaux de pouvoir. [...] Prendre ce point de vue de la plèbe, qui est celui de l'envers et de la limite par rapport au pouvoir, est donc indispensable pour faire l'analyse de ses dispositifs.»

Mais ce n'est ni à un écrivain ni à un philosophe français que l'on doit la plus décisive contribution à la théorie du Parti Imaginaire : c'est à deux militants des Brigades Rouges, Renato Curcio et Alberto Franceschini. En 1982 paraît en supplément de *Corrispondenza internazionale*, le petit volume intitulé *Gouttes de soleil dans la cité des spectres*. Alors que le différend entre les Brigades Rouges de Moretti et ses «chefs historiques» emprisonnés tourne à la guerre ouverte, Franceschini et Curcio élaborent le programme de l'éphémère Parti-guérilla qui fut le troisième rejeton de l'implosion des BR, à côté de la colonne Walter Alasia et des BR-Parti Communiste Combattant. Reconnaisant dans le sillon du mouvement de 77 combien ils furent *parlés* par la rhétorique convenue, Troisième Internationale, de la révolution, ils rompent avec le paradigme classique de la production, sortant celle-ci de l'usine, l'étendant à l'Usine Totale de la métropole où domine la production sémiotique, c'est-à-dire un paradigme *linguistique* de la production. «Repensée comme un système totalisant (différencié en sous-systèmes ou champs fonctionnels interdépendants et privés de capacité décisionnelle autonome et d'autorégulation), c'est-à-dire comme un système corporatif-modulaire, la métropole informatisée apparaît comme un vaste baignoire à peine déguisé, dans lequel chaque système social comme chaque individu se meut dans des couloirs rigideusement différenciés et régulés par l'ensemble. Un baignoire rendu transparent par les réseaux informatiques qui le surveillent incessamment. Dans ce modèle, l'espace-temps social métropolitain se décalque sur le schéma d'un univers prévisible en équilibre précaire, sans inquiétude sur sa tranquillité forcée, subdivisé en compartiments modulaires à l'intérieur desquels chaque exécutant œuvre encapsulé – comme un poisson rouge dans son bocal – à l'intérieur d'un rôle collectif précis. Univers régulé par des dispositifs de rétroaction sélectifs et affectés à la neutralisation de chaque perturbation du système de programmes décidé par l'exécutif. [...] Dans ce contexte de communication absurde et insoutenable dans lequel

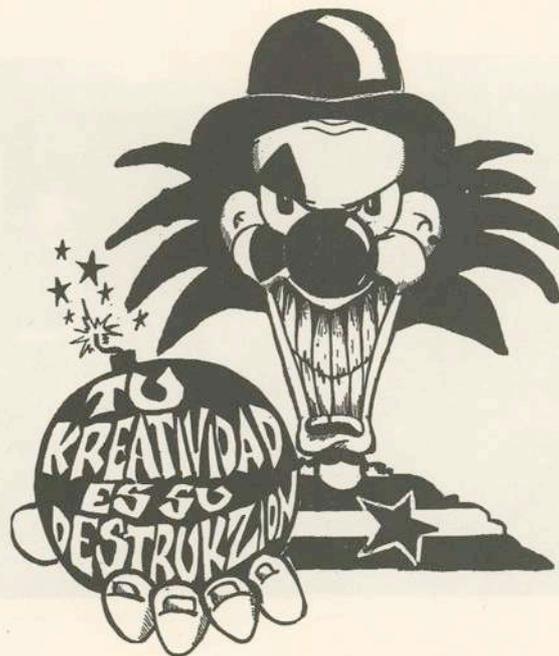
chacun est fatalement pris comme dans le piège d'une injonction paradoxale – pour "parler" il doit renoncer à "communiquer", pour "communiquer" il doit renoncer à parler ! –, il n'est pas étonnant que s'affirment des stratégies de communication antagonistes qui refusent les langages autorisés du pouvoir; il n'est pas stupéfiant que les significations produites par la domination se trouvent repoussées et combattues en leur opposant de nouvelles productions décentrées. Production non-autorisées, illégitimes mais connexes organiquement à la vie et qui par conséquent constellent et composent le réseau clandestin *underground* de la résistance et de l'autodéfense contre l'agression informatique des idiomes déments de l'État. [...] Ici se situe la principale barricade qui sépare le camp de la révolution sociale de celui de ses ennemis : celle-ci accueille les résistants isolés et les flux schizo-métropolitains dans un territoire communicatif antagoniste à ce qui a généré leur dévastation et leur révolte. [...] Pour l'idéologie du contrôle, dividualité à risque est déjà synonyme de "fou terroriste potentiel", d'éclat de matière sociale à haute probabilité d'explosion. Voici pourquoi il s'agit de figures traquées, espionnées, filées, que le grand œil et la grande oreille suivent avec la discrétion et la continuité infatigable du chasseur. Figures qui, pour cette même raison, se trouvent placées au centre d'un intense bombardement sémiotique et intimidatoire tendant à prêter main-forte aux lambeaux d'idéologie officielle. [...] C'est ainsi que la métropole accomplit sa qualité spécifique d'univers concentrationnaire qui, pour détourner d'elle l'antagonisme social incessamment généré, intègre et manœuvre simultanément les artifices de la séduction et les fantasmes de la peur. Artifices et fantasmes qui assument la fonction centrale de système nerveux de la culture dominante et reconfigurent la métropole en un immense *lager* psychiatrique – *la plus totale des institutions totales* – labyrinthique connexion de Quartiers de Haute Sécurité, sections de contrôle continu, cages à "fous",

containers pour détenus, réserves pour esclaves métropolitains volontaires, zones bunkerisées pour fétiches déments. [...] Exercer la violence contre les fétiches néotropes du Capital est le plus grand acte conscient d'humanité possible dans la métropole, parce que c'est à travers cette pratique sociale que le prolétariat construit – en s'appropriant le processus productif vital – son savoir et sa mémoire, c'est-à-dire son pouvoir social. [...] Produire dans la transgression révolutionnaire la destruction du vieux monde et faire jaillir de cette destruction les surprenantes et multiples constellations de nouveaux rapports sociaux sont des processus simultanés qui toutefois parlent des langues différentes. [...] Les préposés à la création de l'imaginaire délirent la vie réelle, s'empêchant de la communiquer; ils fabriquent des anges de séduction et de petits monstres de peur afin de les exhiber à de misérables parterres à travers les réseaux et les circuits qui transmettent l'hallucination autorisée. [...] Se lever de l'"emplacement numéroté", sortir sur la scène et détruire la représentation fétiche, tel est le choix pratiqué depuis les origines par la guérilla métropolitaine de la nouvelle communication. [...] Dans la complexité du processus révolutionnaire métropolitain, le parti ne peut pas avoir une forme exclusivement ou éminemment politique. [...] Le parti ne peut pas revêtir une forme exclusivement combattante. Le "pouvoir des armes" n'évoque pas, comme le croient les militaristes, la puissance absolue, parce que la puissance absolue c'est le savoir-pouvoir qui réunifie les pratiques sociales. [...] Parti guérilla veut dire : parti savoir-parti pouvoir. [...] Le parti guérilla est l'agent maximal de l'invisibilité et de l'extériorisation du savoir-pouvoir du prolétariat. [...] Cela signifie que plus le parti est invisible et se manifeste par rapport à la contre-révolution impérialiste globale, plus il est visible et devient interne au prolétariat, c'est-à-dire plus il communique avec le prolétariat. [...] En cela, le parti guérilla est le parti de la communication sociale transgressive.»

CECI N'EST PAS



UN PROGRAMME



par rapport à la totalité. Cette sécession n'est pas affirmation d'une différence statique, d'une altérité essentielle, nouvelle case dans la grille des identités dont l'Empire assure la gestion, mais fuite, ligne de fuite. Séparation s'écrivait alors *Separazione*.

Ce mouvement de désertion intérieure, de soustraction brutale, de fuite sans cesse renouvelée, cette irréductibilité chronique au monde de la domination, est tout ce que l'Empire redoute. «La seule manière de construire notre culture et de vivre notre vie, pour ce que nous en savons, est d'être absents», annonçait le fanzine mao-dadaïste *Zut* dans son numéro d'octobre 76. Que nous devenions absents à ses provocations, indifférents à ses valeurs, que nous laissions ses stimuli sans réponse, est le cauchemar permanent de la domination cybernétique; «ce à quoi le pouvoir répond par la criminalisation de tout comportement d'étrangeté et de refus du capital» (*Vogliamo tutto*, n° 10, été 76). Autonomie veut donc dire : désertion, désertion de la famille, désertion du bureau, désertion de l'école et de toutes les tutelles, désertion du rôle d'homme, de femme et de citoyen, désertion de tous les rapports de merde auxquels ON nous croit tenus, désertion sans fin. L'essentiel est, dans chaque nouvelle direction que nous donnons à notre mouvement, d'accroître notre puissance, de toujours suivre la ligne d'accroissement de puissance, afin de gagner en force de déterritorialisation, afin d'être sûr qu'ON ne nous arrêtera pas de sitôt. Dans cette voie, ce que nous avons le plus à craindre, ce que nous avons le plus à *trahir*, ce sont tous ceux qui nous guettent, nous tracent, nous suivent de loin, songeant d'une façon ou d'une autre à capitaliser la dépense énergétique de notre fuite : tous les gestionnaires, tous les maniaques de la reterritorialisation. Il y en a du côté de l'Empire bien sûr, ce sont les faiseurs de mode sur le cadavre de nos inventions, les capitalistes branchés et autres sinistres crapules. Mais il y en a aussi de notre côté. Dans l'Italie des années 70, ce sont les opéraïstes, les grands unificateurs de l'Autonomie Organisée, qui réussirent à «bureaucratiser le concept même d'«autonomie»» (*Neg/azione*, 1976). Ceux-là tenteront toujours de faire de nos mouvements UN mouvement, pour pouvoir ensuite parler en son nom, s'adonner à leur jeu favori : la ventriloquie politique. Dans les années 60 et 70, tout le travail des opéraïstes fut ainsi de rapatrier dans les termes et dans les manières du mouvement ouvrier ce qui, de toutes parts, le débordait. Partant de l'étrangeté éthique au travail qui se manifestait massivement parmi les ouvriers récemment immigrés du sud de l'Italie, ils théorisèrent ainsi contre les syndicats et les bureaucrates du mouvement ouvrier classique l'*autonomie ouvrière* dont ils espéraient devenir les méta-bureaucrates spontanés; et ce sans avoir eu à grimper les échelons hiérarchiques d'un syndicat classique : méta-syndicalisme. D'où le traitement qu'ils réservèrent aux éléments plébéiens de la classe ouvrière, leur refus de laisser les ouvriers devenir

autre chose que des ouvriers, leur surdité au fait que l'autonomie qui s'affirmait là n'était pas autonomie ouvrière, mais bien autonomie *par rapport à* l'identité d'ouvrier. Traitement qu'ils firent par la suite subir aux «femmes», aux «chômeurs», aux «jeunes», aux «marginiaux», bref : aux autonomes. Incapables d'aucune intimité avec eux-mêmes comme avec aucun monde, ils cherchèrent désespérément à faire d'un plan de consistance, l'aire de l'Autonomie, une organisation, si possible combattante, qui ferait d'eux les interlocuteurs de dernière chance d'un pouvoir aux abois. C'est à un théoricien opéraïste, Asor Rosa, que nous devons naturellement le plus remarquable et le plus populaire travestissement du mouvement de 77 : la théorie dite «des deux sociétés». Selon Asor Rosa, on aurait assisté alors à l'affrontement de deux sociétés, celle des travailleurs garantis d'une part, celle des non-garantis de l'autre (jeunes, précaires, chômeurs, marginaux, etc.). Même si cette théorie a le mérite de rompre avec cela même que tous les socialismes, et donc toutes les gauches, cherchent à préserver à coups de massacres s'il le faut – la fiction d'une unité finale de la société –, elle occulte doublement : 1- que la «première société» n'existe plus, est entrée dans un processus d'implosion continue, 2- que ce qui se recompose comme tissu éthique par-delà cette implosion, le Parti Imaginaire, n'est nullement *un*, en tout cas nullement unifiable en une nouvelle totalité isolable : la seconde société. C'est aujourd'hui très exactement cette opération que Negri, ataviquement, reproduit en appelant *multitude* au singulier quelque chose dont l'essence est, selon ses propres dires, d'être une multiplicité. Ce genre d'arnaques théoriques ne sera jamais aussi minable que la fin qu'elles visent : unifier *spectaculairement* en un sujet ce dont on pourra par la suite se présenter comme l'intellectuel organique.

CECI N'EST PAS



UN PROGRAMME



AUTONOMIE
VAINCRA !

*Et c'est à cause de semblables propensions,
bien plus qu'à cause
de leur violence, que les jeunes de 77
se sont rendus indéchiffrables
pour la tradition du mouvement
ouvrier.*

Paolo Virno
Do you remember counterrevolution?

Gênes est ravagée par des raïas de corps masqués, un nouveau squatt s'ouvre, les ouvriers de Cellatex menacent de faire sauter leur usine, une banlieue s'embrase, s'attaque aux commissariats et aux axes de communication les plus proches, une fin de manif⁷ tourne à la baston, un champ de maïs transgénique est fauché nuitamment. Quel que soit le discours, marxiste-léniniste, revendicatif, islamiste, anarchiste, socialiste, écologiste ou bêtement critique dont ces actes sont couverts, ce sont des événements du Parti Imaginaire. Peu importe que ces discours restent moulés, de la première majuscule au point final, dans le quadrillage signifiant de la métaphysique occidentale : car ces actes parlent d'emblée *un autre langage*.

L'enjeu, pour nous, est bien sûr de doubler l'événement dans l'ordre du geste de l'événement dans l'ordre du langage. C'est une telle conjonction qu'avait réalisée l'Autonomie italienne au cours des années 70. L'Autonomie ne fut jamais *un* mouvement, même si ON la désignait à l'époque comme "le Mouvement". L'aire de l'Autonomie fut le plan de consistance où confluèrent, se croisèrent, s'agrégèrent et se dés/agrégèrent, un grand nombre de devenirs singuliers. L'unification de ces devenirs sous le terme d'«Autonomie» est un pur artifice signifiant, une convention trompeuse. Le grand malentendu, ici, c'est que l'autonomie n'était pas l'attribut revendiqué par des sujets – quel ennui terne et démocratique ç'aurait été, s'il s'était agi de revendiquer son autonomie en tant que sujet –, *mais par des devenirs*. L'Autonomie possède ainsi d'innombrables dates de naissance, n'est qu'une succession d'actes de naissance comme autant d'*actes de sécession*. C'est donc l'autonomie des ouvriers, l'autonomie *de la base* par rapport aux syndicats, de la base qui dès 1962, à Turin, saccage le siège d'un syndicat modéré à Piazza Statuto. Mais c'est aussi l'autonomie des ouvriers par rapport à leur *rôle* d'ouvrier : refus du travail, sabotage, grève sauvage, absentéisme, étrangeté proclamée par rapport aux conditions de leur exploitation, par rapport à la totalité capitaliste. C'est l'autonomie des femmes : refus du travail domestique, refus de reproduire en silence et dans la soumission la force de travail masculine, autoconscience, prise de parole, sabotage des commerces affectifs foireux; autonomie, donc, des femmes par rapport à leur *rôle* de femme et par rapport à la civilisation patriarcale. C'est l'autonomie des jeunes, des chômeurs et des marginaux qui refusent leur rôle d'exclus, ne veulent plus se taire, s'invitent sur la scène politique, exigent le salaire social garanti, construisent un rapport de force militaire pour être payés à ne rien foutre. Mais c'est aussi l'autonomie des militants par rapport à la *figure* du militant, par rapport aux *partitini* et à la logique groupusculaire, par rapport à une conception de l'action qui est remise à plus tard de l'existence. Contrairement à ce que laissera entendre la connerie sociologisante, toujours avide de réductions rentables, le fait marquant, ici, n'est pas l'affirmation comme "nouveaux sujets", politiques, sociaux ou productifs, des jeunes, des femmes, des chômeurs ou des homosexuels, mais au contraire leur désobjectivation violente, pratique, en acte, le rejet et la trahison du rôle qui leur revient *en tant que sujets*. Ce que les différents devenirs de l'Autonomie ont en commun, c'est de revendiquer un *mouvement de séparation* par rapport à la société,

Pour les opérâistes, *autonomie* fut donc d'un bout à l'autre autonomie de classe, autonomie d'un nouveau sujet social. Tout au long des vingt années d'activité de l'opéraïsme, cet axiome put être maintenu grâce à une notion opportune, celle de *composition de classe*. Au gré des circonstances et de calculs politiques à courte vue, on fera ainsi entrer dans la "composition de classe" telle ou telle nouvelle catégorie sociologique et l'on se livrera, sous prétexte d'enquête ouvrière, à un retournement de veste raisonné. Quand les ouvriers seront fatigués de lutter, on décrètera la mort de l'"ouvrier-masse" et son remplacement dans le rôle d'insurgé global par l'"ouvrier social", c'est-à-dire à peu près n'importe qui. À la fin, on finira par trouver des vertus révolutionnaires à Benetton, aux petits entrepreneurs berlusconiens du Nord-Est italien (cf. *Des entreprises pas comme les autres*) et même, quand il le faut, à la Ligue du Nord.

Tout au long du mai rampant, l'autonomie ne fut que ce mouvement incoercible de fuite, ce staccato de ruptures, de ruptures notamment avec le mouvement ouvrier. Cela, même Negri le reconnaît : «La polémique cinglante qui s'ouvre en 68 entre le mouvement révolutionnaire et le mouvement ouvrier officiel tourne en 77 à la rupture irréversible», écrit-il dans *L'orda d'oro*. L'opéraïsme, en tant que conscience retardataire *parce qu'avant-gardiste* du Mouvement, n'aura eu de cesse de résorber cette rupture, de l'interpréter dans les termes du mouvement ouvrier. Ce qui se joue dans l'opéraïsme, comme dans la pratique des BR, c'est moins une attaque contre le capitalisme qu'une concurrence envieuse avec la direction du plus puissant parti communiste occidental, le PCI; concurrence dont l'enjeu est bien le pouvoir SUR les ouvriers. «On ne pouvait parler politique qu'au travers du léninisme. Tant que ne se donnait pas une composition de classe différente, on se trouvait dans la situation où se sont trouvés beaucoup de novateurs : celle de devoir expliquer le nouveau avec un vieux langage», se plaint Negri dans une interview de 1980. C'est donc sous couvert de marxisme orthodoxe, à l'ombre d'une fidélité rhétorique au mouvement ouvrier que grandit la *fausse conscience* du mouvement. Il y eut bien des voix, comme celle de *Gatti Selvaggi* qui s'élevèrent contre cette entourloupe : «Nous sommes contre le "mythe" de la classe ouvrière parce qu'il est nuisible, et d'abord à elle-même. L'opéraïsme et le populisme ne sont dictés que par le dessein millénaire d'utiliser les "masses" comme pion dans de sales jeux de pouvoir.» (n° 1, décembre 1974) Mais la supercherie était trop énorme pour ne pas fonctionner. Et de fait, elle fonctionna.

Vu le provincialisme foncier de la contestation française, le rappel de ce qui se passa il y a vingt ans en Italie ne revêt pas un caractère d'anecdote historique, au contraire : les problèmes qui se posèrent alors aux autonomes italiens, *nous ne nous les sommes même pas encore posés*. Dans ces conditions, le passage des luttes sur les lieux de travail aux luttes sur le territoire, la recomposition d'un tissu éthique sur la base de la sécession, la question de la réappropriation des moyens de vivre, de lutter et de communiquer entre nous, forment un horizon inatteignable tant que ne sera pas admis le préalable existentiel de la *separ/azione*. *Separ/azione* signifie : nous n'avons rien à voir avec ce monde. Nous n'avons rien à lui dire, ni rien à lui faire comprendre. Nos actes de destruction, de sabotage, nous n'avons pas besoin de les faire suivre d'une explication dûment visée par la Raison humaine. Nous n'agissons pas en vertu d'un monde meilleur, alternatif, à venir, mais en vertu de ce que nous expérimentons d'ores et déjà, en vertu de l'irréconciliabilité radicale de l'Empire et de cette expérimentation, dont la guerre fait partie. Et lorsqu'à cette espèce de critique massive, les gens raisonnables, les législateurs, les technocrates, les gouvernants demandent : «Mais que voulez-vous donc?», notre réponse est : «Nous ne sommes pas des citoyens. Nous n'adopterons jamais votre point de vue de la totalité, votre point de vue *de la gestion*. Nous refusons de jouer le jeu, c'est tout. Ce n'est pas à nous de vous dire à quelle sauce nous voulons être mangés.» La principale source de notre paralysie, ce avec quoi nous devons rompre, c'est l'utopie de la communauté humaine, la perspective de la réconciliation finale et universelle. Même Negri, au temps de *Domination et sabotage*, avait fait ce pas, ce pas hors du socialisme : «Je ne me représente pas l'histoire de la conscience de classe à la façon de Lukács comme le destin d'une recomposition intégrale mais au contraire comme moment d'enracinement intensif dans ma propre séparation. Je suis *autre*, autre est le mouvement de praxis collective dans laquelle je m'insère. Ce dont je participe, c'est un *autre mouvement* ouvrier. Bien sûr, je sais combien de critiques peut soulever ce discours du point de vue de la tradition marxiste. J'ai l'impression, en ce qui me concerne, de me tenir à l'extrême limite signifiante d'un discours politique de classe. [...] Je dois donc assumer la différence radicale comme condition méthodique de la démarche subversive, du projet d'autovalorisation prolétarienne. Et mon rapport avec la totalité historique? Avec la totalité du système? Nous en venons à la seconde conséquence de cette affirmation : mon *rapport avec la totalité* du développement capitaliste, avec la totalité du développement historique n'est assurée que par la *force de destruction* que le mouvement détermine, par le *sabotage* total de l'histoire du capital que le mouvement opère. [...] Je me définis en me séparant de la totalité, et je définis la totalité comme autre de moi, comme réseau qui s'étend sur la continuité du sabotage historique que la classe opère.» Naturellement, il n'y a pas plus d'"autre mouvement ouvrier" que de "seconde société". Ce qu'il y a, en revanche, ce sont les devenirs ciselants du Parti Imaginaire, et leur autonomie.

VIVRE-ET-LUTTER

*Les choses les plus souples, en ce monde,
subjuguent les plus dures.*

Lao Tse, *Tao Te King*

CECI N'EST PAS



UN PROGRAMME

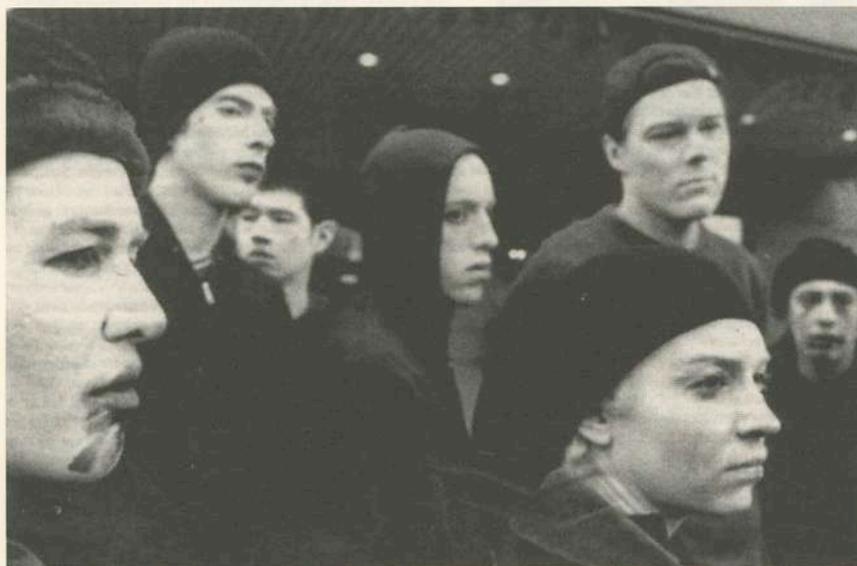
La première campagne offensive contre l'Empire a échoué. L'attaque de la RAF contre le «système impérialiste», celle des BR contre le SIM (Stato Imperialista delle Multinazionali) et tant d'autres actions de guérilla ont été aisément repoussées. L'échec ne fut pas celui de telle ou telle organisation combattante, de tel ou tel «sujet révolutionnaire», mais l'échec *d'une conception de la guerre*; d'une conception de la guerre qui ne pouvait pas être reprise au-delà de ces organisations, *parce qu'elle était déjà elle-même une reprise*. À l'exception de quelques textes de la RAF ou du mouvement du 2 juin, il est encore aujourd'hui bien peu de documents issus de la «lutte armée» qui ne soient rédigés dans ce langage emprunté, ossifié, plaqué, qui ne donne d'une façon ou d'une autre dans le kitsch Troisième Internationale. Comme s'il s'agissait de dissuader quiconque de la rejoindre.

C'est à présent, après vingt ans de contre-révolution, le second acte de la lutte anti-impériale qui s'ouvre. Entre-temps, l'effondrement du bloc socialiste et la conversion sociale-démocrate des derniers débris du mouvement ouvrier a définitivement libéré notre parti de tout ce qu'il pouvait encore contenir d'inclinations socialistes. En fait, la péremption de toutes les anciennes conceptions de la lutte s'est d'abord manifestée par une disparition de celle-ci. Puis, à présent, avec le «mouvement anti-globalisation», par la parodie à une échelle supérieure des anciennes pratiques militantes.

Le retour de la guerre exige une nouvelle conception de celle-ci.

Nous devons inventer une forme de guerre telle que la défaite de l'Empire ne sera plus de devoir nous tuer, mais de nous savoir vivants, de plus en plus VIVANTS.

Fondamentalement, notre point de départ n'est pas très différent de celui de la RAF quand elle constate : «Le système a accaparé la totalité du temps libre de l'être humain. À l'exploitation physique en usine vient s'ajouter l'exploitation de la pensée et des sentiments, des aspirations et des utopies par les médias et la consommation de masse. [...] Le système a réussi, dans les métropoles, à plonger



les masses si profondément dans sa propre merde, qu'elles ont apparemment perdu la perception d'elles-mêmes en tant qu'exploitées et opprimées; de sorte que pour elles, l'auto, une assurance-vie, un contrat épargne-logement, leur font accepter tous les crimes du système et que, mis à part l'auto, les vacances, la salle-de-bains, elles ne peuvent rien se représenter ni espérer.» Le propre de l'Empire est d'avoir étendu son front de colonisation sur la totalité de l'existence et de l'existant. Ce n'est pas seulement que le Capital a élargi sa base humaine, c'est qu'il a aussi approfondi l'ancrage de ses ressorts. Mieux, sur la base de la désintégration finale de la société comme de ses sujets, l'Empire se propose à présent de recréer à lui tout seul un tissu éthique; c'est de cela que les branchés, avec leurs quartiers, leur presse, leurs codes, leur bouffe et leurs idées modulaires sont à la fois les cobayes et l'avant-garde. Et c'est pourquoi, du East Village à Oberkampf en passant par Prenzlauer Berg, le phénomène *branché* a d'emblée eu une envergure mondiale.



C'est sur ce terrain *total*, le terrain éthique des formes-de-vie, que se joue actuellement la guerre contre l'Empire. Cette guerre est une guerre d'anéantissement. L'Empire, contrairement à ce que croyaient les BR pour qui l'enjeu de l'enlèvement de Moro était explicitement la reconnaissance par l'État du parti armé, n'est pas l'ennemi. L'Empire n'est que le *milieu hostile* qui s'oppose pied à pied à nos menées. Nous sommes engagés dans une lutte dont l'enjeu est la recomposition d'un tissu éthique. Cela se lit sur le territoire, dans le processus de branchisation progressive des lieux anciennement sécessionnistes, dans l'extension ininterrompue des chaînes de dispositifs. Ici, la conception classique, abstraite d'une guerre qui culminerait dans l'affrontement total, où elle rejoindrait finalement son essence, est caduque. La guerre ne se laisse plus ranger comme un moment isolable de notre existence, celui de la confrontation décisive; désormais, *c'est notre existence même, dans tous ses aspects, qui est la guerre*. Cela veut dire que le premier mouvement de cette guerre est *réappropriation*. Réappropriation des moyens de vivre-et-lutter. Réappropriation, donc, des lieux : squatt, occupation ou mise en commun de lieux privés. Réappropriation du commun : constitution de langages, de syntaxes, de moyens de communication, d'une culture autonomes – arracher la transmission de l'expérience des mains de l'État. Réappropriation de la violence : communisation des techniques de combat, formation de forces d'auto-défense, armement. Enfin, réappropriation de la survie élémentaire : diffusion des savoirs-pouvoirs médicaux, des techniques de vol et d'expropriation, organisation progressive d'un réseau de ravitaillement autonome.

L'Empire s'est bien armé pour lutter contre les deux types de sécession qu'il reconnaît : la sécession "par le haut" des *golden ghettos* – la sécession par exemple de la finance mondiale par rapport à l'"économie réelle" ou de l'hyperbourgeoisie impériale par rapport au reste du tissu biopolitique –, et la sécession "par le bas" des "zones de non-droit" – celle des cités, des banlieues et des bidonvilles. Il lui suffit, à chaque fois que l'une ou l'autre menace son équilibre méta-stable, de jouer l'une contre l'autre : la modernité civilisée des branchés contre la barbarie rétrograde des pauvres, ou les exigences de la cohésion sociale et de l'égalité contre l'égoïsme indécrottable des riches. «Il s'agit de conférer une cohérence politique à une entité sociale et spatiale afin d'éviter tout risque de sécession par des territoires habités soit par des exclus des réseaux socio-économiques soit par les gagnants de la dynamique économique mondiale. [...]



Éviter toute forme de sécession signifie trouver les moyens de concilier les exigences de cette nouvelle classe sociale et celles des exclus des réseaux économiques dont la concentration spatiale est telle qu'elle induit des comportements déviants», théorisent déjà les conseillers de l'Empire – en l'occurrence Cynthia Ghorra-Gobin dans *Les États-Unis entre local et mondial*. Aussi bien, l'exode, la sécession que nous préparons, dans la mesure exacte où son territoire n'est pas uniquement physique, mais *total*, l'Empire est impuissant à l'empêcher. Le partage d'une technique, la tournure d'une expression, une certaine configuration de l'espace suffisent à activer notre plan de consistance. Toute notre force réside là : dans une sécession qui ne peut être enregistrée sur les cartes de l'Empire car elle n'est sécession ni par le haut ni par le bas, mais sécession *par le milieu*.

Ce dont nous parlons ici, c'est seulement de la constitution de *machines de guerre*. Par machine de guerre, il faut entendre une certaine coïncidence du vivre et du lutter, coïncidence qui ne se donne jamais sans exiger en même temps d'être construite. Car à chaque fois que l'un de ces termes se trouve d'une quelconque manière séparé de l'autre, la machine de guerre dégénère, déraile. Si c'est le moment du vivre qui est unilatéralisé, elle devient *ghetto*. C'est ce dont témoignent les puants marécages de l'"alternatif", dont la vocation apparaît sans ambiguïté comme de marchandiser le Même sous l'enveloppe du différent. Le plus grand nombre des centres sociaux occupés d'Allemagne, d'Italie ou d'Espagne, démontrent sans peine comment l'extériorité simulée à l'Empire peut constituer un atout précieux dans la valorisation capitaliste. «Le ghetto, l'apologie de la "différence", le privilège accordé à tous les aspects introspectifs et moraux, la tendance à se constituer en société séparée renonçant à donner l'assaut à la machine capitaliste, à l'"usine sociale", tout cela ne serait peut-être pas un résultat des "théories" approximatives et rhapsodiques de Valcarenghi [le directeur de la publication contre-culturelle *Re Nudo*] et consorts? Et n'est-il pas étrange qu'ils nous taxent de "sous-culture" précisément maintenant qu'est mise en crise toute la merde florale et non-violente qui les a accompagnés?», écrivaient déjà les autonomes de *Senza tregua* en 1976. À l'inverse, si c'est le moment du lutter qui est hypostasié, la machine de guerre dégénère en *armée*. Toutes les formations militantes, toutes les communautés terribles sont des machines de guerre qui ont survécu sous cette forme pétrifiée à leur propre extinction. C'est cet excès de la machine de guerre par rapport à tous ses actes de guerre que pointait déjà l'introduction du recueil de textes de l'Autonomie paru en 1977 sous le titre *Le droit à la haine* : «À faire ainsi la chronologie de ce sujet hybride et à beaucoup d'aspects contradictoire qui s'est matérialisé dans l'aire de l'Autonomie, je me retrouve à exercer un processus de réduction du mouvement en une somme d'événements alors que la réalité de son devenir-machine de guerre s'affirme seulement par la transformation que le sujet élabore de manière concentrique *autour* de chaque moment d'affrontement effectif.»

Il n'y a de machine de guerre qu'en mouvement, même entravé, même imperceptible, en mouvement suivant sa pente d'accroissement de puissance. C'est ce mouvement qui assure que les rapports de force qui la traversent ne se fixent jamais en rapports de pouvoir. Notre guerre peut être victorieuse, c'est-à-dire se poursuivre, accroître notre puissance, à condition de toujours subordonner l'affrontement à notre positivité. *Ne jamais frapper au-dessus de sa positivité*, tel est le principe vital de toute machine de guerre. Chaque espace conquis sur l'Empire, sur le milieu hostile, doit correspondre à notre capacité à le remplir, à le configurer, à l'habiter. Rien n'est pire qu'une victoire dont on ne sait que faire. Pour l'essentiel, notre guerre sera donc sourde; elle biaisera, fuira l'affrontement direct, proclamera peu. Par là, elle imposera sa propre temporalité. À peine commencerons-nous à être identifiés que nous sonnerons la dispersion, ne laissant jamais la répression nous rattraper, nous reformant déjà en quelque endroit insoupçonné. Que nous importe telle ou telle localité du moment que toute attaque locale est désormais – et c'est le seul enseignement valable de la farce zapatiste – une attaque contre l'Empire? L'important : ne jamais perdre l'initiative, ne pas se laisser imposer la temporalité hostile. Et surtout : ne jamais oublier que notre force de frappe n'est liée à notre niveau d'armement qu'en vertu de la positivité qui nous constitue.

LE MALHEUR DU GUERRIER CIVILISÉ

*Je m'éloigne de ceux qui attendent
du hasard, du rêve, d'une émeute la
possibilité d'échapper à l'insuffisance.
Ils ressemblent trop à ceux qui s'en sont
autrefois remis à Dieu du souci de sauver
leur existence manquée.*

Georges Bataille

Il est communément admis que le mouvement de 77 a été défait pour avoir été incapable, lors des rencontres de Bologne notamment, d'établir un rapport majeur à sa puissance offensive, à sa "violence". Toute la stratégie impériale dans sa lutte contre la subversion consiste, et cela se vérifie chaque année à nouveau, à isoler de la population ses éléments les plus "violents" – "casseurs", "incontrôlés", "autonomes", "terroristes", etc. Contre la vision policière du monde, il faut affirmer qu'il n'y a pas de *problème* de la lutte armée : aucune lutte conséquente ne fut jamais menée sans armes. Il n'y a de problème de la lutte armée que pour celui qui veut conserver son propre monopole de l'armement légitime, l'État. Ce qu'il y a, en revanche, c'est effectivement une question de l'*usage* des armes. Lorsqu'en mars 77, 100 000 personnes manifestent à Rome parmi lesquels 10 000 sont armées et qu'à l'issue d'une journée d'affrontements aucun policier ne reste sur le carreau quand cela eût été si facile de faire un massacre, on perçoit un peu mieux la différence qu'il y a entre l'armement et l'usage des armes. Être armé est un élément du rapport de force, le refus de demeurer abjectement à la merci de la police, une façon de s'arroger notre légitime impunité. Cette affaire réglée, il reste une question du rapport à la violence, rapport dont le défaut d'élaboration nuit partout aux progrès de la subversion anti-impériale.

Toute machine de guerre est par nature une société, une société sans État; mais sous l'Empire, du fait de sa situation obsidionale, une détermination s'ajoute à cela. Ce sera une société d'un genre particulier : une société à *guerriers*. Si chaque existence en son sein est essentiellement une guerre et saura le moment venu prendre part à l'affrontement, une minorité de corps doivent y prendre la guerre pour objet *exclusif* de leur existence. Ils seront *les guerriers*. Dorénavant, la machine de guerre devra se défendre non seulement des attaques hostiles, mais aussi de la menace que sa minorité guerrière ne se sépare d'elle, ne se constitue en caste, en classe dominante, qu'elle ne forme un embryon d'État et, retournant les moyens offensifs dont elle dispose en moyens d'oppression, qu'elle n'y prenne le pouvoir. Établir un rapport majeur à la violence veut seulement dire, pour nous, établir un rapport majeur à la minorité des guerriers. Curieusement, c'est dans un texte de 1977, le dernier de Clastres, *Le malheur du guerrier sauvage*, que se trouve esquissé pour la première fois un tel rapport. Peut-être était-il nécessaire que s'effondre toute la propagande de la virilité classique pour qu'une telle entreprise fût menée à bout.

Contrairement à ce que l'ON nous a dit, le guerrier n'est pas une figure de la plénitude, et surtout pas de la plénitude virile. Le guerrier est une figure de l'amputation. Le guerrier est cet être qui n'accède au sentiment d'exister que dans le combat, dans l'affrontement avec l'Autre; cet être qui ne parvient pas à se procurer par lui-même le sentiment d'exister. Rien n'est plus triste, au fond, que le spectacle de cette forme-de-vie qui, dans chaque situation, attendra du corps-à-corps le remède à son absence à soi. Mais rien n'est plus émouvant, aussi bien; parce que cette absence à soi n'est pas un simple manque, un défaut d'intimité avec soi-même, mais au contraire une positivité. Le guerrier est bel et bien animé par un désir, et même par un désir exclusif : celui de disparaître. Le guerrier veut n'être plus, mais que cette disparition ait un certain style. Il veut *humaniser* sa vocation à la mort. C'est pourquoi il ne parvient jamais à se mêler vraiment au reste des humains, parce que ceux-ci se gardent spontanément de son mouvement vers le néant. Dans l'admiration qu'ils lui vouent se mesure la distance qu'ils mettent entre eux et lui. Le guerrier s'est ainsi condamné à la solitude. Une grande insatisfaction se rattache en lui à cela, à ce qu'il ne parvient à n'être d'aucune communauté, sinon de la fausse communauté, de la communauté *terrible* des guerriers, qui n'ont en partage que cette solitude. Le prestige, la reconnaissance, la gloire sont moins l'apanage du guerrier que la seule forme de rapport qui soit compatible avec cette solitude. Son salut et sa damnation y sont également contenus.

Le guerrier est une figure de l'inquiétude et du ravage. À force de n'être pas *là*, de n'être que pour-la-mort, son immanence est devenue misérable, et il le sait. C'est qu'il ne s'est jamais fait au monde. Pour cette raison, il n'y est pas attaché; il en attend la fin. Mais il y a aussi une tendresse, une délicatesse même du guerrier, et qui est ce silence, cette demi-présence. S'il n'est pas *là*, bien souvent, c'est qu'il ne pourrait, en cas contraire, qu'entraîner ceux qui l'entourent dans sa course à l'abîme. C'est ainsi qu'aime le guerrier : en préservant les autres de la mort qu'il a au cœur. À la compagnie des hommes, le guerrier préférera donc souvent la solitude. Et cela par bienveillance plus que par dégoût. Ou bien, il ira rejoindre la meute endeuillée des guerriers, qui se regardent glisser un à un vers la mort. Puisque tel est leur penchant.



En un sens, sa propre société ne peut que se méfier du guerrier. Elle ne l'exclut pas, ni ne l'inclut vraiment; elle l'exclut sur le mode de son inclusion et l'inclut sur le mode de son exclusion. Le terrain de leur entente est celui de la *reconnaissance*. C'est par le prestige qu'elle lui reconnaît que la société tient le guerrier à distance, c'est par là qu'elle se l'attache et c'est par là qu'elle le condamne. «Pour chaque fait d'arme accompli, écrit Clastres, le guerrier et la société énoncent le même jugement : "c'est bien, mais je peux faire plus, acquérir un surcroît de gloire", dit le guerrier. "C'est bien, mais tu dois faire plus, obtenir de nous la reconnaissance d'un prestige supérieur", dit la société. Autrement dit, tant par sa personnalité propre (la gloire avant tout) que par sa dépendance totale par rapport à la tribu (qui d'autre pourrait conférer la gloire?), le guerrier se trouve, *volens nolens*, prisonnier d'une logique qui le pousse implacablement à vouloir en faire toujours un peu plus. À défaut de quoi la société perdrait vite la mémoire de ses exploits passés et de la gloire qu'ils lui procurèrent. Le guerrier n'existe que dans la guerre, il est voué comme tel à l'activisme» et donc, à bref délai, à la mort. Si le guerrier est ainsi dominé, aliéné à la société, «l'existence, dans telle ou telle société, d'un groupe organisé de guerriers "professionnels" tend à transformer l'état de guerre permanent (situation générale de la société primitive) en guerre effective permanente (situation particulière des sociétés à guerriers). Or une telle transformation, poussée à son terme, serait porteuse de conséquences sociologiques considérables en ce que, touchant à la structure même de la société, elle en altérerait l'être indivisé. Le pouvoir de décision quant à la guerre et quant à la paix (pouvoir absolument essentiel) n'appartiendrait plus en effet à la société comme telle, mais bien à la confrérie des guerriers, qui placerait son intérêt privé avant l'intérêt collectif de la société, qui ferait de son point de vue particulier le point de vue général de la tribu. [...] D'abord groupe d'acquisition de prestige, la communauté guerrière se transformerait ensuite en groupe de pression en vue de pousser la société à accepter l'intensification de la guerre.»

La contre-société subversive *doit*, nous *devons* reconnaître à chaque guerrier, à chaque organisation combattante le prestige lié à ses exploits. Nous *devons* admirer le courage de tel ou tel fait d'arme, la perfection technique de telle ou telle prouesse, d'un enlèvement, d'un attentat, de toute action armée réussie. Nous *devons* apprécier l'audace de telle ou telle attaque de prison pour libérer des camarades. Nous le devons, précisément pour nous prémunir des guerriers, *pour les vouer à la mort*. «Tel est le mécanisme de défense que la société primitive met en place pour conjurer le risque dont est porteur, comme tel, le guerrier : la vie du corps social indivisé, contre la mort du guerrier. Se précise ici le texte de la loi tribale : la société primitive est, en son être, *société-pour-la-guerre*; elle est en même temps, et pour les mêmes raisons, *société contre le guerrier*». Notre deuil, lui, sera sans équivoque.



Le rapport du Mouvement italien à sa minorité armée fut tout au long des années 70 frappé de cette ambivalence. Le détachement de celle-ci en puissance militaire autonomisée ne cesse jamais d'être redouté. Et c'est précisément cela que l'État, avec la "stratégie de la tension", recherche. En élevant artificiellement le niveau militaire de l'affrontement, en criminalisant la contestation politique, en forçant les membres des organisations combattantes à la clandestinité totale, il veut les couper du Mouvement, et ce faisant les faire haïr en son sein comme l'État y est haï. Il s'agit de liquider le Mouvement en tant que machine de guerre, en le contraignant à prendre la guerre avec l'État pour objet *exclusif*. Le mot d'ordre de Berlinguer, secrétaire général du PCI en 1978 : «Ou avec l'État, ou avec les BR» – qui signifie d'abord «Ou avec l'État italien, ou avec l'État brigadiste» –, résume le *dispositif* dans lequel l'Empire aura broyé le Mouvement; et qu'il exhume à présent pour contrer le retour de la lutte anti-capitaliste.

GUÉRILLA
DIFFUSE !

- Mais vous êtes combien? Je veux dire... nous, le groupe.
– On n'en sait rien. Un jour on est deux, un autre vingt. Et parfois on se retrouve à cent mille.

Cesare Battisti
Dernières cartouches

Dans l'Italie des années 70, deux stratégies subversives coexistent : celle des organisations combattantes et celle de l'Autonomie. Ce partage est schématique. Il est par exemple évident que dans le seul cas des BR, il serait possible de distinguer entre les "premières BR", celles de Curcio et Franceschini, qui sont « invisibles pour le pouvoir, mais présentes pour le mouvement », qui sont implantées dans les usines où elles font taire les petits chefs, jambisent les jaunes, brûlent leurs voitures, enlèvent les dirigeants, qui veulent seulement être, selon leur formule, « le point le plus haut du mouvement », et celles de Moretti, plus nettement staliniennes, qui ont plongé dans une clandestinité totale, professionnelle, et qui, devenues invisibles pour le Mouvement autant que pour elles-mêmes, livrent l'« attaque au cœur de l'État » sur la scène abstraite de la politique classique, finissant par être aussi coupées de toute réalité éthique que celle-ci. Il serait ainsi possible de soutenir que la plus fameuse action des BR, l'enlèvement de Moro, sa détention dans une "prison du peuple" où il était jugé par une "justice prolétarienne", mime trop parfaitement les procédures de l'État pour n'être pas déjà le fait de BR dégénérées, militarisées, ne correspondant plus à elles-mêmes, aux premières BR. Si l'on oublie ces possibles arguties, on verra qu'il y a un axiome stratégique commun aux BR, à la RAF, aux NAP, à Prima Linea (PL), et en fait à toutes les organisations combattantes : et c'est de s'opposer à l'Empire *en tant que sujet*, collectif et révolutionnaire. Cela implique non seulement de *revendiquer* les actes de guerre, mais surtout de réduire ses membres, à terme, à tous plonger dans la clandestinité et par là à se retrancher du tissu éthique du Mouvement, de sa vie en tant que machine de guerre. Un ancien de PL livre en 1980, au milieu d'inacceptables appels à la reddition, quelques observations dignes d'intérêts : « Les BR, pendant le mouvement de 77, ne comprenaient rien à ce qu'il se passait. Eux qui, depuis des années, faisaient un travail de taupe, voyaient tout d'un coup des milliers de jeunes qui en faisaient de toutes les couleurs. Prima Linea, elle, a été traversée par le mouvement, mais, paradoxalement, il n'en est rien resté alors que les BR en ont récupéré les résidus quand le mouvement est mort. En fait, les organisations armées n'ont jamais su se synchroniser avec les mouvements existants. Elles reproduisent une sorte de mécanisme alterné, d'infiltration silencieuse, puis de critique virulente. Et quand le mouvement disparaît, on en recueille les cadres désillusionnés et on les lance dans le ciel de la politique. [...] C'est surtout vrai pour l'après Moro. Avant, l'organisation était au contraire traversée par cet esprit de transgression un peu irrationnel du mouvement de 77. Nous n'étions pas des Don Juan des temps modernes, mais "l'irrégularité" était le comportement diffus. Puis peu à peu avec l'influence des BR, ça a changé. Eux ils avaient leur grand amour modèle, la passion de Renato Curcio et Margherita Cagol. [...] Le militarisme, c'est une certaine conception du militantisme, où la vie elle-même s'organise comme au régiment. Une analogie avec le service militaire me frappait, cette camaraderie formelle baignant dans un optimisme sécurisant et entretenant un certain type de concurrence : à celui qui fera la meilleure blague et maintiendra le mieux le moral de la troupe. Avec, comme à l'armée, l'élimination progressive des timides et des mélancoliques. Il n'y a pas de place pour eux, car ils sont immédiatement considérés comme un poids pour le bon moral du régiment. C'est une déformation militariste typique qui cherche dans une existence de bande exubérante et bruyante, une forme de sécurité substituant une vie intérieure. Alors, inconsciemment, il faut marginaliser ceux qui pourraient faire peser une atmosphère peut-être plus triste mais sans doute plus vraie, correspondant de toute manière beaucoup plus à ce que les plus bruyants doivent, au fond, ressentir intérieurement. Avec comme corollaire, le culte de la virilité. » (*Libération*, 13-14 octobre 1980) Si l'on passe sur la malveillance de fond qui anime le propos, ce témoignage confirme deux mécanismes propres à tout groupe politique qui se constitue en sujet, en entité séparée du plan de consistance sur lequel il repose : 1- Il prend tous les traits d'une communauté terrible. 2- Il se trouve projeté sur le terrain de la représentation, dans le ciel de la politique classique, qui seule partage avec lui son degré de séparation et de spectralité. L'affrontement de sujet à sujet avec l'État s'ensuit nécessairement, comme rivalité sur le terrain de l'abstraction, comme mise en scène d'une guerre civile *in vitro*; et finalement on finit par prêter à l'ennemi un cœur qu'il n'a pas. On lui prête exactement la substance que soi-même on est en train de perdre.

L'autre stratégie, celle non plus de la guerre mais de la guérilla diffuse, est le propre de l'Autonomie. Elle seule est à même d'abattre l'Empire. Il ne s'agit plus, ici, de se ramasser en un sujet compact pour faire face à l'État, mais de se disséminer en une multiplicité de foyers comme autant de *failles* dans la totalité capitaliste. L'Autonomie, ce sera moins un ensemble de radios, de groupes, d'armes, de fêtes, d'émeutes, de squatts qu'une certaine intensité dans la circulation des corps entre tous ces points. Ainsi l'Autonomie



n'exclut-elle pas l'existence d'organisations en son sein, quand bien même celles-ci afficheraient de ridicules prétentions néo-léninistes : toute organisation s'y trouve d'elle-même ramenée au rang d'architecture vide que traversent au gré des circonstances les flux du Mouvement. Dès lors que le Parti Imaginaire se constitue en tissu éthique secessionniste la possibilité même d'une instrumentalisation du Mouvement par ses organisations, et a fortiori d'une infiltration de celui-ci, disparaît : ce sont plutôt elles qui sont vouées à être subsumées par lui, comme de simples *points* de son plan de consistance. À la différence des organisations combattantes, l'Autonomie s'appuie sur l'indistinction, l'informalité, une semi-clandestinité adéquate à la pratique conspirative. Les actions de guerre sont ici soit anonymes, soit signées de noms fantoches, différents à chaque fois, inassignables en tous cas, solubles dans la mer de l'Autonomie. Ce sont autant de coups de griffe issus de la pénombre, et forment comme telles une offensive autrement plus dense et plus redoutable que les campagnes de propagande armée des organisations combattantes. Chaque action se signe elle-même, s'autorevendique par son propre *comment*, par sa propre signification en situation, laissant distinguer au premier coup d'œil l'attentat d'extrême-droite, le massacre d'État de la menée subversive. Cette stratégie repose sur l'intuition, jamais formulée par l'Autonomie, que non seulement il n'y a plus de sujet révolutionnaire, mais que c'est *le non-sujet lui-même* qui est devenu révolutionnaire, c'est-à-dire opérant contre l'Empire. En instillant dans la machine cybernétique cette sorte de conflitualité permanente, quotidienne, endémique, l'Autonomie achève de la rendre ingouvernable. Significativement, le réflexe de l'Empire face à cet *ennemi quelconque* sera toujours de la représenter comme une organisation structurée, unitaire, comme un sujet, et si possible de la rendre telle. «Je discute avec un leader du Mouvement; il rejette d'abord le terme de leader : il n'y a pas parmi eux de leaders. [...] Le Mouvement, c'est, dit-il, une mobilité insaisissable, un bouillonnement de tendances, de groupes et de sous-groupes, un assemblage de molécules autonomes. [...] Pour moi, il existe bien un groupe dirigeant du Mouvement; c'est un groupe "interne", inconsistant en apparence, mais en réalité parfaitement structuré. Rome, Bologne, Turin, Naples : il s'agit bien d'une stratégie concertée. Le groupe dirigeant reste invisible et l'opinion publique, même informée, n'est pas en mesure de juger.» ("La paléorévolution des Autonomes", *Corriere della Sera*, 21 mai 1977) Nul ne sera surpris que l'Empire tente à présent la même opération contre la reprise de l'offensive anti-capitaliste, à propos cette fois des mystérieux "Black Bloc". Alors que le Black Bloc ne fut jamais qu'une *technique* de manifestation inventée par les Autonomes allemands dans les années 80 puis perfectionnée par des anarchistes américains au début des années 90, une *technique* c'est-à-dire quelque chose de réappropriable, de contaminant, l'Empire ne ménage pas ses effets depuis quelque temps pour le grimer en sujet, pour en faire une entité close, compacte, étrangère. «D'après les magistrats de Gênes, les Black Bloc constituent "une bande armée" avec une forme horizontale, non hiérarchique, composée de groupes indépendants sans commandement unique, en mesure donc de s'épargner "le poids d'une gestion centralisée", mais tellement dynamique qu'elle est capable d'"élaborer ses propres stratégies" et de prendre "des décisions rapides et collectives de grand impact" tout en maintenant l'autonomie des mouvements singuliers. C'est pourquoi elle a atteint "une maturité politique qui fait des Black Bloc une force réelle".» ("Les Black Bloc sont une bande armée", *Corriere della Sera*, 11 août 2001) Comblant par le délire son incapacité à saisir toute épaisseur éthique, l'Empire se construit ainsi le fantasme de l'ennemi qu'il peut abattre.



ET L'ÉTAT SOMBRA DANS LE PARTI IMAGINAIRE ...

Lorsque l'on veut contrer la subversion, il faut prendre en compte trois éléments distincts. Les deux premiers forment la cible à proprement parler, c'est-à-dire le Parti ou Front et ses cellules ou comités d'un côté, et de l'autre les groupes armés qui les soutiennent ou qui sont soutenus par eux. Nous dirons qu'ils sont comme la tête et le corps d'un poisson. Le troisième élément, c'est la population. La population est l'eau dans laquelle le poisson nage. Selon le type d'eau qui forme son milieu naturel, le type de poisson change, et il en va de même pour les organisations subversives. S'il faut détruire un poisson, on peut l'attaquer directement avec une canne ou un filet, pourvu qu'il soit dans une situation qui donne une chance à ces méthodes. Mais si la canne et le filet ne suffisent pas, il peut s'avérer nécessaire de faire à l'eau quelque chose qui forcera le poisson à se placer dans une position où il peut être pris. Il est concevable qu'il faille polluer l'eau pour tuer le poisson, aussi peu désirable que puisse sembler le procédé.

Frank Kitson

Low intensity operations – Subversion, Insurrection, Peacekeeping, 1971

*Frattanto i pesci,
dai quali discendiamo tutti, assisteremo
curiosi
al dramma personale e collettivo
di questo mondo che a loro
indubbiamente doveva sembrare cattivo
e cominciarono a pensare,
nel loro grande mare
come è profondo il mare
È chiaro che il pensiero fa paura
e dà fastidio anche se chi pensa
è muto come un pesce
anzi è un pesce
e come pesce è difficile da bloccare
perché lo protegge il mare
come è profondo il mare [...]*

Lucio Dalla

Come è profondo il mare, 1976

La reconfiguration impériale des hostilités est passée largement inaperçue. Elle est passée inaperçue parce qu'elle s'est d'abord manifestée à l'écart des métropoles, dans les anciennes colonies. La mise hors-la-loi de la guerre, d'abord simplement proclamatoire avec la SDN puis effective à partir de l'invention de l'arme nucléaire, a produit une mutation décisive de celle-ci; mutation que Schmitt a tenté de saisir dans son concept de «guerre civile mondiale». Depuis que toute guerre entre États est devenue criminelle au regard de l'ordre mondial, ce n'est pas seulement que l'on n'assiste plus qu'à des conflits limités, c'est que la nature même de l'ennemi a changé : *l'ennemi est devenu intérieur*. Tel est le retournement de l'État libéral en Empire que même lorsque l'ennemi est identifié comme un État, un «État-voyou» dans la terminologie cavalière des diplomates impériaux, la guerre qui lui est livrée prend désormais l'aspect d'une simple opération de police, d'une affaire de gestion intérieure, d'une initiative de maintien de l'ordre.

La guerre impériale n'a ni début, ni fin, c'est un processus de pacification permanent. L'essentiel de ses méthodes et de ses principes sont connus depuis cinquante ans. Ils ont été élaborés à l'occasion des guerres de décolonisation. Là, l'appareil étatique d'oppression subit une altération décisive. L'ennemi n'est plus une entité isolable, une nation étrangère ou une classe déterminée, il est quelque part embusqué dans la population, sans attribut visible. À la limite, il est la population *elle-même*, en tant que puissance insurrectionnelle. La configuration des hostilités propre au Parti Imaginaire se manifeste ainsi immédiatement sous les traits de la guérilla, de la guerre de partisan. Alors, non seulement l'armée devient police, mais l'ennemi devient «terroriste» – «terroristes» les résistants à l'occupation allemande, «terroristes» les insurgés algériens contre l'occupation française, «terroristes» les militants anti-impérialistes des années 70, «terroristes» à présent les éléments trop déterminés du mouvement anti-globalisation. Trinquier, l'un des maîtres d'œuvre autant que théoricien de la bataille d'Alger : «Le rôle de pacification dévolu à l'armée allait poser aux militaires des problèmes qu'ils n'étaient pas normalement habitués à résoudre. L'exercice des pouvoirs de police dans une grande ville leur était mal connu. Les rebelles algériens utilisaient pour la première fois une arme nouvelle : le *terrorisme urbain*. [...] C'est un avantage incomparable, mais c'est aussi un grave inconvénient : la population qui abrite le terroriste le connaît. Elle peut à tout moment le dénoncer aux forces de l'ordre si on lui en donne la possibilité. Il est possible de lui retirer ce soutien vital par un contrôle strict de la population.» (*Le Temps perdu*) La conflictualité historique, depuis plus d'un demi-siècle, ne répond plus aux principes de la guerre classique; depuis un demi-siècle, il n'y a plus que *des guerres spéciales*.



Ce sont ces guerres spéciales, ces formes irrégulières, sans principe, de la guerre qui, à mesure, ont fait sombrer l'État libéral dans le Parti Imaginaire. Toutes les doctrines contre-insurrectionnelles, celles de Trinquier, de Kitson, de Beaufre, du colonel Château-Jobert, sont formelles sur ce point : la seule façon de lutter contre la guérilla, contre le Parti Imaginaire, est d'employer ses techniques. «Il faut opérer en partisan partout où il y a des partisans.» Trinquier, à nouveau : «Mais il faut qu'il sache que lorsqu'il [l'insurgé-résistant] sera pris, il ne sera pas traité comme un criminel ordinaire, ni comme un prisonnier fait sur un champ de bataille. [...] Pour ces interrogatoires, il ne sera certainement pas assisté d'un avocat. S'il donne sans difficulté les renseignements demandés, l'interrogatoire sera rapidement terminé; sinon des spécialistes devront, par tous les moyens, lui arracher son secret. Il devra alors, comme le soldat, affronter la souffrance et peut-être la mort qu'il a su éviter jusqu'alors. Or, ceci, le terroriste doit le savoir et l'accepter comme un fait inhérent à son état et aux procédés qu'en toute connaissance de cause ses chefs et lui-même ont choisis.» (*La guerre moderne*) La mise sous surveillance continue de la population, le marquage des dividuals à risque, la torture blanche, la guerre psychologique, le contrôle policier de la Publicité, la manipulation sociale des affects, l'infiltration et l'exfiltration des "groupes extrémistes", le massacre d'État, comme autant d'aspects du déploiement massif des dispositifs impériaux, répondent aux nécessités d'une guerre ininterrompue, menée le plus souvent sans fracas. Car comme disait Westmorland : «Une opération militaire, ce n'est qu'une des

diverses façons de combattre l'insurrection communiste.» ("Contre-insurrection", in *Tricontinental*, 1969)

Au fond, seuls les partisans de la guérilla urbaine ont compris de quoi il retournait dans les guerres de décolonisation. Eux seuls, qui prirent modèle sur les Tupamaros uruguayens, saisirent ce qui se jouait de *contemporain* dans ces conflits présentés comme "de libération nationale". Eux seuls, et les forces impériales. Le président d'un colloque sur «le rôle des forces armées dans le maintien de l'ordre dans les années 70», organisé en avril 1973 à Londres par le Royal Institute for Defence Studies déclarait alors : «Si nous perdons à Belfast, nous aurons peut-être à nous battre à Brixton ou à Birmingham. De même que l'Espagne des années 30 était une répétition pour un conflit européen généralisé, de même, peut-être, ce qui se passe en Irlande du Nord est une répétition pour une guerre de guérilla urbaine généralisée à l'Europe et plus particulièrement à la Grande-Bretagne.» Toutes les campagnes de pacification en cours, toute l'activité des "forces internationales d'interposition" actuellement déployées aux marges de l'Europe et dans le monde, annoncent évidemment d'autres "campagnes de pacification", sur le territoire européen cette fois. Seuls ceux qui ne comprennent pas que leur fonction est *de former des hommes à la lutte contre nous* peuvent chercher dans quelque mystérieux complot mondial la raison de ces interventions. Nulle trajectoire ne résume mieux le prolongement de la pacification extérieure en pacification intérieure que celle de l'officier britannique Frank Kitson, l'homme



qui établit la doctrine stratégique grâce à laquelle l'État britannique vainquit l'insurrection irlandaise et l'OTAN les révolutionnaires italiens. Ainsi Kitson, avant de consigner sa doctrine contre-insurrectionnelle dans *Low intensity operations – Subversion, Insurrection, Peacekeeping*, avait-il pris part aux guerres de décolonisation au Kenya contre les "Mau-Mau", en Malaisie contre les communistes, à Chypre contre Grivas et finalement en Irlande du Nord. De sa doctrine, nous ne retiendrons qu'une poignée de renseignements de première main sur la rationalité impériale. Nous les condenserons en trois postulats. Le premier est qu'il y a une continuité absolue entre les plus petits délits et l'insurrection, qui sont les deux termes d'un processus en trois phases : la «phase préparatoire», la «phase non-violente» et l'insurrection proprement dite. Pour l'Empire, la guerre est un continuum – *Warfare as a whole* dit Kitson –; il faut répondre dès la première "incivilité" à ce qui menace l'ordre social et tendre pour ce faire à une «intégration à tous les niveaux des activités militaires, policières et civiles». L'intégration civilo-militaire est le second postulat impérial. Parce qu'à l'ère de la pacification nucléaire, les guerres entre Etats se font de plus en plus rares et que la tâche essentielle de l'armée n'est dès lors plus la guerre extérieure mais la guerre intérieure, la contre-insurrection, il convient d'habituer la population à une présence militaire permanente dans les lieux publics. Une menace terroriste imaginaire, irlandaise ou musulmane, permettra de justifier des patrouilles régulières d'hommes en armes dans les gares, aéroports, métros, etc. D'une manière générale, la multiplication des points d'indistinction entre le civil et le militaire sera recherchée. L'informatisation du social, c'est-à-dire le fait que tout geste produise tendanciellement de l'information, forme le coeur de cette intégration. La multiplication des dispositifs de surveillance diffuse, de traçage et d'enregistrement a pour mission de générer à foison de cette *low grade intelligence* (information de basse qualité) sur laquelle la police peut ensuite appuyer ses interventions. Le troisième des principes de l'action impériale, lorsqu'on a dépassé cette phase préparatoire de l'insurrection qu'est la situation politique normale, concerne les «mouvements de la paix». Dès qu'une opposition violente à l'ordre existant se fait jour, il importera de s'adjoindre sinon de créer de toutes pièces des mouvements pacifistes dans la population qui serviront à isoler les rebelles pendant qu'on les infiltre en vue de leur faire commettre des actes qui les discréditent – cette stratégie, Kitson l'expose sous le nom poétique de «noyer le bébé dans son propre lait». Pour le reste, il ne sera pas mauvais de brandir une menace terroriste imaginaire afin de «rendre les conditions de vie de la population suffisamment inconfortables pour qu'elles constituent un stimulant au retour à la vie normale». Si Trinquier eut l'honneur de conseiller les éminences contre-insurrectionnelles américaines, lui qui en 1957 avait déjà mis en oeuvre un vaste système d'ilotage, de contrôle de la population algéroise répondant à l'appellation moderniste de «Dispositif de Protection Urbaine», Kitson, lui, vit son oeuvre parvenir jusqu'aux plus hauts cercles de l'OTAN. Et lui-même rejoint sans tarder les structures atlantistes. N'était-ce pas sa vocation, au reste, lui qui souhaitait à son livre qu'il «attire l'attention sur les étapes à franchir dès à présent pour faire échec à la subversion, à l'insurrection et pour mener les opérations dans la seconde moitié des années 1970» et le concluait en insistant sur le même point : «Pour l'heure, il est permis d'espérer que le contenu de ce livre aidera d'une manière ou d'une autre l'armée à se préparer pour les orages qui pourraient bien l'attendre dans la seconde partie des années 1970.»

Sous l'Empire, la persistance même des apparences formelles de l'État fait partie des manœuvres stratégiques qui le périssent. Dans la mesure où l'Empire ne peut reconnaître un ennemi, une altérité, une différence éthique, il ne peut non plus reconnaître la situation de guerre qu'il crée. Il n'y aura donc pas d'état d'exception à proprement parler mais un état d'urgence permanent, indéfiniment reconduit. On ne suspendra pas officiellement le régime légal pour mener la guerre à l'ennemi intérieur, aux insurgés ou à quoi que ce soit d'autre, on ajoutera juste au régime légal actuel un ensemble de lois *ad hoc*, destinées à la lutte contre l'ennemi invouable. «Le droit commun se muera donc en un développement prolifératif et superfétatoire de règles spéciales : la règle devenant ainsi un ensemble d'exceptions» (Luca Bressi, Oreste Scalzone, *L'exception est la règle*). La souveraineté de la police, redevenue machine de guerre, ne souffrira plus de contestation. ON lui reconnaîtra le droit de tirer à vue, rétablissant dans les faits la peine de mort qui dans le droit n'existe plus. ON allon-

gera la durée maximale de détention préventive de telle façon que l'inculpation vaudra désormais condamnation. Dans certains cas, la lutte "anti-terroriste" légitimera l'emprisonnement sans procès aussi bien que la perquisition sans mandat. D'une façon générale, ON ne jugera plus des faits, mais des personnes, une conformité subjective, une disposition à se repentir; des qualifications criminelles adéquatement vagues comme "complicité morale", "délit d'appartenance à une organisation criminelle" ou "incitation à la guerre civile" seront créées à cet effet. Et quand cela ne suffira plus, ON jugera par théorème. Pour manifester nettement la différence entre inculpés citoyens et "terroristes", ON ménagera par des lois sur les repentis la possibilité pour chacun de se dissocier publiquement de soi-même, de devenir un infâme. D'importantes remises de peine seront alors accordées; dans le cas contraire prévaudront explicitement des *Berufsverbot*, l'interdiction d'exercer certaines professions sensibles qu'il importe de protéger de toute contamination subversive. Mais de tels trains de lois, comme la loi Reale en Italie ou les législations d'exception allemandes, ne font que répondre à une situation insurrectionnelle déclarée. Bien plus scélérates sont les lois qui visent à armer la lutte préventive contre les machines de guerre du Parti Imaginaire. En complément de lois "anti-terroristes" seront alors votées à la quasi-unanimité, comme cela s'est fait récemment en France, en Espagne et en Belgique, des "lois anti-sectes"; lois qui poursuivent sans s'en cacher le projet de criminaliser tout regroupement autonome de la fausse communauté nationale des citoyens. Il est à craindre, en outre, que l'on ait de plus en plus de mal à éviter localement des excès de zèle comme ces "lois anti-extrémisme" adoptées par la Belgique en novembre 1998 et qui répriment «toutes les conceptions ou visées racistes, xénophobes, anarchistes, nationalistes, autoritaires ou totalitaires, qu'elles soient à caractère politique, idéologique, confessionnel ou philosophique, contraires [...] au bon fonctionnement des institutions démocratiques».

Il serait faux de croire qu'en dépit de tout cela, l'État se survive. Au sein de la guerre civile mondiale, sa prétendue neutralité éthique ne parvient plus à faire illusion. La forme-tribunal elle-même, qu'il s'agisse d'un TGI ou d'un TPI, est perçue comme une modalité explicite de la guerre. C'est l'idée de l'État comme médiation entre des parties qui va ici au gouffre. Le compromis historique, expérimenté en Italie dès le début des années 70 mais advenu en réalité dans toutes les démocraties biopolitiques avec la disparition de toute opposition effective de la scène de la politique classique, achève de ruiner le principe même d'État. Ainsi l'État italien n'a-t-il pas survécu aux années 70, à la guérilla diffuse, ou du moins il n'y a pas survécu *en tant qu'État*, mais seulement *en tant que parti*, en tant que parti des citoyens, c'est-à-dire *de la police et de la passivité*. Et c'est de ce parti que le regain de la passion économique dans les années 80 sanctionna l'éphémère victoire. Mais le naufrage complet de l'État ne s'avère tout à fait qu'au moment où parvient à sa tête, où s'empare du théâtre de la politique classique un homme dont tout le programme est précisément de la rejeter et de substituer à celle-ci une pure gestion entrepreneuriale. À ce point, l'État s'assume ouvertement comme parti. Avec Berlusconi, ce n'est pas un individu singulier qui prend le pouvoir, mais une forme-de-vie : celle du petit-entrepreneur borné, arriviste et philofasciste du Nord de l'Italie. Le pouvoir est à nouveau fondé éthiquement – fondé sur l'entreprise comme unique forme de socialisation en dehors de la famille –, et celui qui l'incarne ne *représente* personne et surtout pas une majorité, mais *est* une forme-de-vie parfaitement discernable, avec laquelle seule une fraction très réduite de la population peut s'identifier. Tout comme chacun reconnaît dans Berlusconi le clone du connard d'à-côté, la copie conforme du pire parvenu du quartier, chacun sait qu'il était membre de la loge P2 qui avait fait de l'État italien un instrument à son service. *C'est ainsi, pan par pan, que l'État sombre dans le Parti Imaginaire.*

CECI N'EST PAS



UN PROGRAMME



LA FABRIQUE
DU CITOYEN

Les sociétés répressives qui sont en train de se mettre en place ont deux caractéristiques : la répression y est plus douce, plus diffuse, plus générale, et en même temps beaucoup plus violente. Pour tous ceux qui peuvent se soumettre, s'adapter, être canalisés, il y aura une diminution des interventions de la police. Il y aura de plus en plus de psychologues, et même des psychanalystes, dans les services de police; il y aura de plus en plus de thérapies de groupes; les problèmes de l'individu et du couple seront universellement discutés; la répression sera de plus en plus compréhensive, en termes psychologiques. Le travail des prostituées devra être reconnu, il y aura des conseillers en drogue à la radio – bref: il y aura un climat général de bienveillante compréhension. Mais si des groupes ou des individus essaient d'échapper à cette inclusion, si des gens essaient de mettre en question le système de confinement général, alors ils seront exterminés comme l'ont été les Black Panthers aux Etats-Unis, ou leur personnalité sera broyée comme cela s'est passé avec la Fraction Armée Rouge en Allemagne.

Félix Guattari
Why Italy?

Vous avez divisé en deux parties toute la population de l'Empire – et en disant cela, j'ai désigné la totalité du monde habité –; la partie la plus distinguée, la plus noble et la plus puissante, vous l'avez faite partout, dans son ensemble, citoyenne et même parente; l'autre, sujette et administrée.

Aelius Aristide
En l'honneur de Rome

S'il y a un privilège heuristique de l'Italie en matière politique, c'est qu'en règle générale l'incandescence historique a la vertu d'accroître la lisibilité stratégique d'une époque. Encore aujourd'hui, les lignes de force, les partis en présence, les enjeux tactiques et la configuration générale des hostilités se laissent bien plus difficilement deviner en France qu'en Italie; et pour cause, la contre-révolution qui s'y est imposée à force ouverte il y a vingt ans achève à peine de s'installer ici. En France, le processus contre-insurrectionnel a pris son temps, et s'est offert le luxe de voiler sa nature. S'étant rendu plus indiscernable, il s'est aussi fait moins d'ennemi qu'ailleurs, ou des alliés plus abusés.

Le fait le plus troublant de ces vingt dernières années, c'est sans doute que l'Empire soit parvenu à se tailler dans les débris de la civilisation une humanité neuve, organiquement acquise à sa cause : *les citoyens*. Les citoyens sont ceux qui, au sein même de la conflagration générale du social, persistent à *proclamer* leur participation abstraite à une société qui n'existe plus que négativement, par la terreur qu'elle exerce sur tout ce qui menace de la désertir, et ce faisant *de lui survivre*. Les hasards et les raisons qui produisent le citoyen ramènent tous au cœur de l'entreprise impériale : atténuer les formes-de-vie, neutraliser les corps; et c'est cette entreprise qu'en retour le citoyen prolonge par l'auto-annulation du risque qu'il présente pour le milieu impérial. Cette fraction variable d'agents inconditionnels que l'Empire prélève sur chaque population forment la réalité humaine du Spectacle et du Biopouvoir, le point de leur coïncidence absolue.

Il y a donc toute une fabrique du citoyen dont l'implantation durable est la principale victoire de l'Empire; victoire qui n'est pas seulement sociale, ou politique, ou économique, mais *anthropologique*. Certes, les moyens n'ont pas été comptés pour la remporter. Son point de départ est la restructuration offensive du mode de production capitaliste qui répond, dès le début des années 70, au regain de la conflictualité ouvrière dans les usines et au remarquable désintérêt pour le travail qui se manifeste dans les jeunes générations après 68. Toyotisme, automation, enrichissement des tâches, flexibilisation et individualisation des situations de travail, délocalisation de la production, décentralisation, sous-traitance, flux tendus, gestion par projet, démantèlement des grandes unités productives, variabilisation des horaires, liquidation des systèmes industriels lourds, des concentrations ouvrières, nomment autant d'aspects d'une réforme du mode de production dont l'objectif était centralement de restaurer le pouvoir capitaliste sur la production. Cette restructuration fut partout initiée par des fractions avancées du patronat, théorisée par des syndicalistes éclairés et mise en œuvre en accord





avec les principales centrales ouvrières. Lama expliquait ainsi, en 1976, dans *La Repubblica*, que «la gauche doit délibérément et sans mauvaise conscience aider à la reconstitution des marges de profit aujourd'hui extrêmement diminuées, même s'il faut proposer des mesures coûteuses pour les travailleurs»; et Berlinguer, de son côté, révélera au même moment que «le terrain de la productivité n'est pas une arme du patronat» mais «une arme du mouvement ouvrier pour pousser plus avant la politique de transformation». L'effet de la restructuration n'est que superficiellement son but : «se séparer d'un même geste des ouvriers contestataires et des petits chefs abusifs» (Boltanski, *Le nouvel esprit du capitalisme*). Ce dont il s'agit, c'est bien plutôt de purger le cœur productif d'une société où la production se militarise, de tous les «déviant», de tous les divisus à risques, de tous les agents du Parti Imaginaire. Ce sont d'ailleurs par les mêmes méthodes que la normalisation opérera au-dedans et au-dehors de l'usine : en grimant ses cibles en «terroristes». Le licenciement des «61 de la Fiat» qui annonce en 1979 la défaite à venir des luttes ouvrières en Italie ne fera pas valoir d'autre motif. Bien entendu, de telles manoeuvres auraient été impossibles si les instances du mouvement ouvrier n'avaient apporté une participation active, n'ayant pas moins intérêt que les patrons à éradiquer l'insubordination chronique, l'ingouvernabilité, l'autonomie ouvrière, «toute cette activité continue de franc-tireur, de saboteur, d'absentéiste, de déviant, de criminel» que la nouvelle génération d'ouvriers avaient importée dans l'usine. Nul, assurément, n'est mieux placé que la gauche pour profiler des citoyens; elle seule peut reprocher à tel ou tel sa désertion «au moment où tous sont appelés à donner une preuve de courage civil, chacun au poste qu'il occupe», ainsi que tonnait Amendola en 1977, faisant la leçon à Sciascia et Montale.

Il y a donc, depuis vingt ans, toute une sélection, tout un calibrage des subjectivités, toute une mobilisation de la «vigilance» des salariés, tout un appel à l'autocontrôle d'un côté et de l'autre à l'investissement subjectif dans le processus de production, à la créativité, qui a permis à l'Empire d'isoler le nouveau noyau dur de sa société, les citoyens. Mais ce résultat n'aurait pu être obtenu si l'offensive sur le terrain du travail n'avait en même temps été appuyée d'une seconde, plus générale, plus morale. Son prétexte fut «la crise». La crise n'aura pas seulement consisté à rendre la marchandise artificiellement rare pour la rendre à nouveau désirable, son abondance ayant produit, en 68, un dégoût trop visible à son endroit. La crise aura surtout permis d'obtenir à nouveau l'identification des Bloom à la totalité sociale menacée, et dont le sort dépendrait de la bonne volonté de chacun. Il n'y va pas d'autre chose dans la «politique des sacrifices», dans l'appel à «se serrer la ceinture», et plus généralement, désormais, à se comporter en tout «de manière responsable». Mais responsable de quoi, au juste? de votre société de merde? des contradictions qui minent votre mode de production? des lézards dans votre totalité? Dites-moi! C'est à cela, d'ailleurs, que l'on reconnaît le plus sûrement le citoyen : à ce qu'il introjecte individuellement des contradictions, des apories qui sont celles de la totalité capitaliste. Plutôt que de lutter contre le rapport social qui ravage les conditions de l'existence la plus élémentaire, il triera ses déchets et roulera à l'aquazole. Plutôt que contribuer à la construction d'une autre réalité, il ira le vendredi soir après le boulot servir des repas aux SDF dans un centre géré par de gluants cathos. Et il en parlera au dîner, le lendemain.

Le volontarisme le plus niais et la mauvaise conscience la plus dévorante sont le propre du citoyen.



TRADITION DE LA BIOPOLITIQUE

Rarement opération intellectuelle fut plus malvenue, plus grossière et plus avortée que celle que les aspirants gestionnaires du Capital socialisé ont tenté dans le premier numéro, inaugural de connerie, du torchon *Multitudes*. Il ne me serait certainement pas venu à l'idée de seulement évoquer une publication dont toute la raison d'être est de servir de faire-valoir théorico-mondain au plus raté des arrivistes, Yann Moulier Boutang, si la portée de cette opération n'allait pas bien au-delà des cénacles micro-militants qui s'abaissent à lire *Multitudes*.

Toujours à la remorque des dernières bouffonneries du maître, qui dans *Exil* prêche en faveur de l'«entrepreneur biopolitique inflationniste», les bureaucrates du négriisme parisien tentèrent d'introduire une distinction positive entre Biopouvoir et biopolitique. Se réclamant d'une introuvable orthodoxie foucauldienne, ils rejetèrent courageusement la catégorie de Biopouvoir – vraiment trop critique, trop molaire, trop unifiance. À cela, ils opposèrent la biopolitique comme «ce qui enveloppe le pouvoir et la résistance comme un nouveau langage qui les invite à confronter quotidiennement égalité et différence, les deux principes, politique et biologique, de notre modernité». Puisque de toute façon quelqu'un de plus intelligent qu'eux, Foucault, s'était permis ce truisme qu'«il n'y a de pouvoir qu'entre des sujets libres», ces messieurs décrétèrent bien excessive la notion de Biopouvoir. Comment un pouvoir productif, dont la vocation est de maximiser la vie, pourrait-il être tout à fait mauvais? Et puis, est-ce bien démocratique de parler de Biopouvoir – et qui sait de Spectacle? Ne serait-ce pas un premier pas vers quelque sécession? «La biopolitique – préférera penser un Lazzarato en tutu rose – est donc la coordination stratégique de ces relations de pouvoir finalisées à ce que les vivants produisent plus de force.» Et cet imbécile d'en conclure au programme enthousiasmant d'un «renversement du biopouvoir en une biopolitique, de l'«art de gouverner» en production et gouvernement de nouvelles formes de vie.»

Certes, on ne peut pas dire que les négristes se soient jamais embarrassés de soucis philologiques. Et l'on s'en veut toujours un peu de leur rappeler que le projet d'un salaire garanti fut avant eux le fait d'un courant intellectuel français para-nazi animé par Georges Duboin, courant qui inspira sous l'Occupation les travaux «scientifiques» du groupe «Collaboration». De la même façon, c'est très-modestement qu'il faudrait rappeler à ces débiles l'origine du concept de *biopolitique*. Sa première occurrence, dans le domaine français, remonte à 1960. *La biopolitique* est alors le titre d'une courte brochure, œuvre d'un médecin genevois ivre de paix, le Dr A. Starobinski. «La biopolitique admet l'existence des forces purement organiques qui régissent les sociétés humaines et les civilisations. Ces forces sont des forces aveugles qui poussent les masses humaines les unes contre les autres et provoquent les rencontres sanglantes des nations et des civilisations, qui aboutissent à leur destruction et leur disparition. Mais la biopolitique admet aussi qu'il existe dans la vie des sociétés et des civilisations des forces constructives et conscientes qui peuvent les sauvegarder et ouvrir à l'humanité des perspectives nouvelles et optimistes. Les forces aveugles – c'est le césarisme, la force brutale, la volonté de puissance, la destruction des plus faibles par la force ou la ruse, le butin et la rapine. [...] Tout en admettant la réalité de ces faits au cours de l'histoire des civilisations, nous allons plus loin et nous affirmons qu'il existe la réalité de la vérité, de la justice, de l'amour du Divin et du prochain, de l'entraide et de la fraternité humaine. Ces réalités positives sont la continuité des mêmes lois biologiques inscrites dans la structure de la nature humaine. Tous ceux qui partagent l'idéal de la fraternité humaine, tous ceux qui conservent dans leur cœur l'idéal de la Bonté et de la justice sont ceux qui travaillent pour sauvegarder les valeurs supérieures de la civilisation. Nous devons nous rendre compte que tout ce que nous avons, que tout ce que nous sommes – notre sécurité, notre instruction, nos possibilités d'exister – nous le devons à la civilisation. C'est pourquoi notre devoir élémentaire est de faire tout notre possible pour la protéger et la sauver. Chacun de nous doit le faire en abandonnant ses préoccupations personnelles, en se vouant à une activité sociale, en développant les valeurs de l'État dans le domaine de la justice, en approfondissant les valeurs spirituelles et religieuses, en participant activement à la vie culturelle. Je ne crois pas que cela soit difficile, mais il faut surtout de la bonne volonté, car chacun de nous, la pensée et l'action de chacun, influence l'harmonie universelle. Ainsi toute vision optimiste de l'avenir devient un devoir et une nécessité. Nous ne devons pas craindre la guerre et les calamités qui en sont les conséquences, car nous y sommes déjà, nous sommes en état de guerre.» Le lecteur attentif remarquera que nous nous sommes gardés de citer les passages de la brochure qui préconisent d'«éliminer du sein [de notre civilisation] tout ce qui peut favoriser son déclin» avant d'en conclure qu'«au stade actuel de la civilisation, l'humanité doit être unifiée.»



Mais le bon docteur genevois n'est qu'un doux rêveur au regard de ceux qui sanctionneront définitivement l'entrée de la biopolitique dans l'univers intellectuel français : les fondateurs des *Cahiers de la biopolitique*, dont le premier numéro paraît au cours du second semestre 1968. Son directeur, et cheville ouvrière, n'est autre qu'André Birre, sinistre fonctionnaire passé de la Ligue des Droits de l'Homme et d'un grand projet de révolution sociale dans les années 30 à la Collaboration. Les *Cahiers de la biopolitique*, émanation de l'Organisation du Service de la Vie, veulent eux aussi sauver la civilisation. «Lorsque les membres fondateurs de l'«Organisation du Service de la Vie» se concertèrent, en 1965, après vingt ans de travaux assidus, pour définir leur attitude devant la situation présente, leur conclusion fut que, si l'humanité veut pouvoir continuer son évolution et atteindre un plan plus élevé, selon les principes mêmes d'Alexis Carrel et d'Albert Einstein, elle doit en revenir délibérément au respect des Lois de la Vie et à la coopération avec la nature, au lieu de la vouloir dominer et exploiter comme elle le fait aujourd'hui. [...] Cette réflexion-là, qui permettra de rétablir l'ordre de manière organique et de donner aux techniques leur mesure et leur efficacité, nous la connaissons, c'est la réflexion biopolitique. Ce savoir qui nous manque, c'est celui que peut nous apporter la Biopolitique, science et art tout à la fois de l'utilisation du savoir humain, selon les données des lois de la nature et de l'ontologie qui gouvernent notre vie et notre destin.» On trouvera donc, dans les deux numéros des *Cahiers de la biopolitique*, de logiques digressions sur la «reconstruction de l'être humain», les «indices de santé et de qualité», le «normal, l'anormal et le pathologique», au milieu de considérations intitulées «quand la femme gouverne l'économie du monde», «quand les organismes internationaux ouvrent les voies de la biopolitique» ou encore «notre devise et notre charte pour l'honneur d'être et de servir». «La biopolitique, y apprend-on, a été définie comme étant la science de la conduite des Etats et des collectivités humaines, compte tenu des lois et des milieux naturels et des données ontologiques qui régissent la vie et déterminent les activités des hommes.»

On comprend mieux, à présent, pourquoi les négristes de *Vacarme* réclamaient il y a quelque temps une «biopolitique mineure» : parce que la biopolitique majeure, le nazisme, n'a semble-t-il pas donné satisfaction. De là, aussi, l'incohérence bavarde des petits négristes parisiens : s'ils étaient cohérents, il se pourrait bien qu'ils s'étonnent eux-mêmes, se découvrant d'un coup comme les porteurs du projet impérial lui-même, celui de recomposer un tissu social intégralement machiné, finalement pacifié et fatalement productif. Mais heureusement pour nous, ces breuilleurs ne savent pas ce qu'ils disent. Ils ne font que réciter sur le mode techno la vieille doctrine patristique de l'*oikonomia*, doctrine dont ils ignorent tout et d'abord que l'Église du premier millénaire l'a élaborée pour fonder l'étendue illimitée de

ses prérogatives temporelles. Dans la pensée patristique, la notion d'*oikonomia* – qui se traduit de cent façons : incarnation, plan, dessein, administration, providence, charge, office, accommodement, mensonge ou ruse – est ce qui permet de désigner en un seul concept : le rapport de la divinité au monde, de l'Éternel au déploiement historique, du Père au Fils, de l'Église à ses fidèles et de Dieu à son icône. «Il s'agit du premier concept organiciste et fonctionnaliste qui concerne simultanément la chair du corps, la chair du discours et la chair de l'image. [...] La notion de plan divin dans le but d'administrer et de gérer la création déchuë, et ainsi de la sauver, rend l'économie solidaire de la totalité de la création depuis l'origine des temps. L'économie est donc de ce fait aussi bien Nature que Providence. L'économie divine veille à la conservation harmonieuse du monde et au maintien de toutes ses parties dans un déroulement adapté et finalisé. L'économie incarnationnelle n'est autre que la distribution de l'image du Père dans sa manifestation historique. [...] La pensée économique de l'Église est une pensée gestionnaire et correctrice. Gestionnaire, dans la mesure où l'*oikonomia* ne fait qu'un avec l'organisation administrative, la gestion et le déroulement de tout ministère. Mais il faut y adjoindre la fonction correctrice, car les initiatives humaines non inspirées par la grâce ne peuvent engendrer qu'inégalités, injustices ou transgressions. Il faut donc que l'économie divine et ecclésiastique prenne en charge la misérable gestion de notre histoire et en opère une régulation éclairée et rédemptrice.» (Marie-José Mondzain, *Image, Icône, Économie*) La doctrine de l'*oikonomia*, celle d'une intégration finale parce qu'originale de toutes choses – même la souffrance, même la mort, même le péché – dans le plan d'incarnation divin, est l'énoncé programmatique du projet biopolitique dans la mesure où celui-ci est d'abord le projet de l'inclusion universelle, de la subsomption totale de toutes choses dans l'*oikonomia* sans dehors d'un divin devenu parfaitement immanent, l'Empire. Ainsi quand l'*opus magnum* du négrisme, *Empire*, se revendique fièrement d'une ontologie de la production, nous ne pouvons nous empêcher de comprendre ce que notre théologien en costard veut dire : toute chose est produite dans la mesure où elle est l'expression d'un sujet absent, de l'absence du sujet, le Père, en vertu duquel toute chose est – même l'exploitation, même la contre-révolution, même le massacre d'État. *Empire* se conclura logiquement sur ces phrases. «Dans la postmodernité, nous nous retrouvons dans la situation de Saint François, opposant à la misère du pouvoir la joie de l'être. C'est une révolution qu'aucun pouvoir ne contrôlera – parce que le biopouvoir et le communisme, la coopération et la révolution restent ensemble, en tout amour, toute simplicité et toute innocence. Telles sont l'irrépressible clarté et l'irrépressible joie d'être communiste.»

«Il se pourrait que la biopolitique devienne l'instrument de la révolte des cadres», regrettait Georges Hénein en 1967.

RÉFUTATION DU NEGRISME

Jamais la société ne fut aussi absorbée par le cérémonial du "problème", et jamais elle ne fut si démocratiquement uniforme, dans chaque sphère de la survie socialement garantie. Tandis que les différenciations entre classes tendent graduellement à s'estomper, de nouvelles générations "fleurissent" sur une même tige de tristesse et de stupeur qui se commentent, dans l'eucharistie publicitaire et généralisée du "problème". Et tandis que le gauchisme le plus "dur" – sous sa forme la plus cohérente – revendique le salaire pour tous, le capital caresse avec de moins en moins de pudeur le rêve de lui donner satisfaction : s'épurer de la pollution de la production au point d'abandonner les hommes à la liberté de se produire simplement comme ses formes emplies de vide, comme ses contenants, dynamisés par une même énigme : pourquoi sont-ils là?

Giorgio Cesarano
Manuel de survie, 1974

Nul n'a à réfuter le négriisme. Les faits s'en chargent. Ce qu'il est important de déjouer, en revanche, ce sont les usages qu'il en sera prévisiblement fait contre nous. La vocation du négriisme, en dernière instance, est de fournir au parti des citoyens son idéologie la plus sophistiquée. Quand l'équivoque au sujet du caractère évidemment réactionnaire du bovisme et d'ATTAC aura été définitivement levée, c'est lui qui viendra au jour, comme le dernier des socialismes possible, le socialisme cybernétique.

Certes, il est déjà stupéfiant qu'un mouvement qui s'oppose à la "mondialisation néo-libérale" au nom du «devoir de civilisation», qui en appelle contre elle à l'État et au «contrôle citoyen», et qui plaint les «jeunes» d'être tenus dans un «état d'infra-citoyenneté» pour finalement vomir que «relever le double défi d'une implosion sociale et d'une désespérance politique exige un sursaut civique et militant» (*Tout sur ATTAC*), puisse encore passer pour une contestation quelconque de l'ordre dominant. Et s'il s'en distingue effectivement, c'est seulement par l'anachronisme de ses vues, la niaiserie de ses analyses. La coïncidence quasi-officielle entre le mouvement citoyen et les lobbies étatistes ne peut au reste avoir qu'un temps. La participation massive de députés, de magistrats, de fonctionnaires, de flics, d'élus, de tant de «représentants de la société civile», qui donna à ATTAC sa caisse de résonance initiale, est aussi ce qui, à terme, n'autorise plus d'illusion sur son compte. Et déjà, la vacuité des premiers slogans – «se réapproprié ensemble l'avenir de notre monde» ou «faire de la politique autrement» – laissent la place à des formulations moins ambiguës. «Il faut désormais penser puis construire un nouvel ordre mondial, qui intègre la difficile et nécessaire soumission de tous – individus, entreprises et États – à un intérêt général de l'humanité.» (Jean de Maillard, *Le marché fait sa loi. De l'usage du crime par la mondialisation*)

Nul besoin, ici, de prophétiser : les fractions les plus ambitieuses du soi-disant "mouvement anti-globalisation" sont d'ores et déjà ouvertement négristes. Les trois mots d'ordre caractéristiques du négriisme politique, car toute sa force réside dans le fait de fournir aux néo-militants informels des sujets de revendication, sont le «revenu de citoyenneté», le droit à la libre circulation des corps – «Des papiers pour tous !» – et le droit à la créativité, surtout si elle est assistée par ordinateur. En ce sens, la perspective négriste n'est nullement distincte de la perspective impériale, mais un simple perfectionnisme en son sein. Lorsque Moulier Boutang publie dans toutes les feuilles à sa disposition un manifeste politique intitulé *Pour un nouveau New Deal*, espérant convertir à son projet de société toutes les gauches de bonne volonté, il ne fait qu'énoncer la vérité du négriisme. Le négriisme, effectivement, exprime un antagonisme, mais un antagonisme *au sein de la classe des gestionnaires*, entre sa fraction progressiste et sa fraction conservatrice. De là son curieux rapport à la guerre sociale, à la subversion pratique, son recours systématique à la revendication. La guerre sociale, du point de vue négriste, n'est qu'un *moyen* de faire pression sur la fraction adverse du pouvoir. En tant que telle, elle n'est donc pas assumable, même si elle peut s'avérer utile. D'où le rapport incestueux du négriisme politique avec la pacification impériale : il veut sa réalité mais pas son réalisme. Il veut le Biopouvoir sans la police, la communication sans le Spectacle, la paix sans avoir à faire la guerre pour cela.

Le négriisme ne coïncide pas avec la pensée impériale, à proprement parler; il n'en est que le versant *idéaliste*. Sa vocation est de produire l'écran de fumée derrière lequel pourra se tramer en sécurité le quotidien impérial, jusqu'à ce qu'invariablement les faits le démentent. À ce titre, c'est encore la réalisation du négriisme qui en fournit la meilleure réfutation. Comme lorsque le sans-papier à qui l'on a obtenu un titre de séjour se satisfait de l'intégration la plus prosaïque, comme lorsque les *Tute bianche* se font maraver la gueule par une police italienne avec laquelle ils avaient cru pourtant s'entendre, comme lorsque Negri se plaint, à la fin d'une récente interview, que dans les années 70, l'État italien n'ait pas su distinguer parmi ses ennemis «ceux qui étaient récupérables de ceux qui ne l'étaient pas». C'est donc le mouvement citoyen qui est voué, en dépit de sa conversion au négriisme, à le décevoir le plus sûrement. Il est ainsi prévisiblement que le revenu de citoyenneté sera instauré, et dans une certaine mesure il l'est déjà, sous la forme d'une rémunération



sociale de la passivité politique, de la conformité éthique. Les citoyens, dans la mesure où ils sont destinés à suppléer de plus en plus fréquemment aux défaillances de l'État-providence, seront de plus en plus ouvertement rétribués pour leur fonction de cogestion de la pacification sociale. Ce sera donc sous la forme du chantage à l'auto-discipline, de la diffusion d'une étrange police d'extrême-proximité que sera instauré le revenu de citoyeneté. Le cas échéant, on pourra même l'appeler «salaire d'existence», puisqu'il s'agira bien de sponsoriser les formes-de-vie les plus compatibles avec l'Empire. Il y aura aussi, comme le prophétisent les négristes, il y a déjà une "mise au travail des affectés"; une proportion croissante de la plus-value est bel et bien tirée de formes de travail qui font appel à des compétences linguistiques, relationnelles, physiques qui ne s'acquièrent pas dans la sphère de la production mais dans la sphère de la reproduction; le temps de travail et le temps de vie tendent *effectivement* à s'indistinguer, mais tout cela n'annonce qu'une soumission élargie de l'existence humaine au processus de valorisation cybernétique. Le travail immatériel que les négristes présentent comme une victoire du prolétariat, une «victoire sur la discipline d'usine» contribue lui aussi sans contredit à la perspective impériale, comme le plus surnois des dispositifs de domestication, d'immobilisation des corps. L'autovalorisation prolétarienne, théorisée par Negri comme le maximum de la subversion, se réalise elle aussi, mais comme prostitution universelle. Chacun se fait valoir à sa manière, fait valoir le maximum de tronçons de son existence, a même recours à la violence et au sabotage pour cela, mais l'autovalorisation de chacun ne mesure que l'étrangeté à soi que le système de la valeur lui a extorquée, ne sanctionne que la victoire massive de celui-ci. En fin de compte, l'idéologie citoyenne-négriste servira seulement à couvrir des atours édeniques de la Participation universelle, l'exigence militaire «d'associer le maximum de membres importants de la population, particulièrement ceux qui ont été engagés dans l'action non violente, aux côtés du gouvernement» (Kitson), l'exigence de *faire* participer. Que de répugnants gaullistes du type de Yoland Bresson militent depuis plus de vingt ans pour le revenu d'existence, y plaçant l'espoir d'une "métamorphose de l'être social", devrait d'ailleurs suffire à renseigner sur la véritable fonction stratégique du négrisme politique. Fonction que Trinquier, cité par Kitson, n'aurait pas reniée : «La condition *sine qua non* de la victoire, dans la guerre moderne, est le soutien inconditionnel de la population.»

Mais la coïncidence entre le négrisme et le projet citoyen de contrôle total se noue ailleurs, sur un plan non pas idéologique mais *existentiel*. Le négriste, citoyen en cela, vit dans la dénégation des évidences éthiques, dans la conjuration de la guerre civile. Mais alors que le citoyen travaille à contenir toute expression des formes-de-vie, à préserver les situations moyennes, à normaliser son milieu, le négriste pratique fougueusement la plus extrême cécité éthique. Pour lui, tout se vaut, hors des petits calculs politiques foireux auxquels il se livre transitoirement. Ceux qui parlent du jésuitisme de Negri ratent ainsi l'essentiel. C'est d'une véritable infirmité, d'une formidable mutilation humaine qu'il s'agit. Negri voudrait bien être "radical", mais il n'y arrive pas. À quelle profondeur du réel, en effet, peut bien accéder un théoricien qui déclare : «Je considère le marxisme comme une science dont patrons et ouvriers se servent dans une égale mesure, même si c'est à partir de positions différentes, opposées?» un professeur de philosophie politique qui avoue : «Personnellement, je déteste les intellectuels. Je ne me sens bien qu'avec les prolétaires (surtout s'ils sont ouvriers : je compte en fait mes amis les plus chers et mes maîtres parmi les ouvriers) et avec les entrepreneurs (je compte aussi parmi les industriels et les professionnels quelques excellents amis)? Que peut bien valoir l'avis sentencieux de quelqu'un qui ne saisit pas la différence éthique entre ouvrier et patron? Qui peut écrire au sujet des entrepreneurs du Sentier : «le nouveau chef d'entreprise est une déviance organique, un mutant, une anomalie impossible à éliminer. [...] Le nouveau syndicaliste, c'est-à-dire le chef d'entreprise de type nouveau, ne s'occupe du salaire qu'en tant que salaire social»? Quelqu'un qui confond tout, déclare que «rien ne révèle tant l'énorme positivité historique de l'autovalorisation ouvrière que le sabotage» et propose pour toute perspective révolutionnaire «d'accumuler un autre capital»? Quelles que soient ses prétentions à jouer le stratège caché du "peuple de Seattle", un être à qui fait défaut la plus élémentaire intimité à soi et au monde, la plus infime sensibilité éthique, ne peut produire que des désastres, réduire tout ce qu'il touche à l'état de flux indifférencié, de merde. Il perdra toutes les guerres dans lesquelles son désir de se fuir le propulsera, y perdra les siens et, ce qui est pire, ne pourra même pas reconnaître sa défaite. «Tous les prophètes armés ont vaincu, et tous les désarmés ont été défaits. Dans les années 70, Negri a pu comprendre Machiavel comme un appel à la collision frontale avec l'État. Quelques décennies plus tard, *Empire* fait preuve d'un optimisme de la volonté qui ne peut être soutenu que par un escamotage millénariste de la distinction entre ceux qui sont armés et ceux qui ne le sont pas, entre les puissants et ceux qui sont abjectement privés de pouvoir.» (Gopal Balakrishnan, "Virgilian visions")

ET GUERRE AU TRAVAIL !

Dès le mois de février, quelque chose d'apparemment inexplicable avait commencé à secouer les entrailles de Milan. Une ébullition, presque un éveil. La ville semblait renaître. Mais d'une vie curieuse, trop forte, trop violente et surtout, trop marginale. Une nouvelle cité paraissait s'installer alors dans la métropole. Aux quatre coins de Milan, partout, c'était le même scénario : des bandes d'adolescents s'élançaient à l'assaut de la ville. D'abord, elles occupaient des maisons vides, des boutiques désaffectées, qu'elles baptisaient "cercles du prolétariat juvénile". Puis, de là, elles se répandaient peu à peu et "prenaient le quartier". Cela allait de l'animation théâtrale au petit "marché pirate" sans oublier les "expropriations". Au plus fort de la vague on compta jusqu'à trente de ces cercles. Chacun possédait bien entendu son siège et beaucoup éditaient de petits journaux.

La jeunesse milanaise se passionna pour la politique et les groupes d'extrême-gauche profitèrent, comme les autres, de ce regain d'intérêt. Plus que de politique, il s'agissait en fait de culture, de mode de vie, d'un refus global et de la recherche d'une autre manière de vivre. Les jeunes milanais dans leur quasi-totalité n'ignorèrent plus rien de la révolte estudiantine. Mais différents de leurs aînés, ils aimaient Marx et le rock and roll et se définissaient comme des freaks. [...] Fortes de leur nombre et de leur désespoir, les bandes plus ou moins politisées entendirent vivre selon leurs besoins. Les cinémas étaient trop cher : ils imposèrent certains samedis la réduction du prix des billets à coups de barre de fer. Ils n'avaient plus d'argent : ils lancèrent le mouvement "des expropriations", tragiquement simples, à la limite du pillage. Il suffisait d'être une dizaine pour se livrer à ce sport, qui consistait à entrer en masse dans un magasin, se servir et ressortir sans payer. On appelait les pillleurs "la bande au salami" parce qu'au début, ils dévalisèrent principalement des charcuteries. Très vite, les magasins de jeans, de disques furent également touchés. Fin 1976, exproprier était devenu une mode, et rares étaient les lycéens qui ne s'y étaient pas essayés une fois au moins. Toutes classes confondues : les pillards étaient aussi bien fils d'ouvriers que fils de grands bourgeois et tous communiaient dans une grande fête qui n'allait pas tarder à se transformer en tragédie.

Fabrizio "Collabo" Calvi
Comarade P 38

À l'exception d'une infime minorité de démeurés, nul ne croit plus au travail. Nul ne croit plus au travail, mais de ce fait la foi dans sa nécessité n'en devient que plus féroce. Et chez ceux que la dégradation achevée du travail en pur moyen de domestication ne rebute pas, cette foi tend le plus souvent à tourner au fanatisme. Il est vrai que l'on n'est pas professeur, travailleur social, agent d'ambiance ou vigile sans quelques séquelles subjectives. Que l'ON appelle aujourd'hui travail ce que l'on avait jusqu'hier qualifié de loisir – des "testeurs de jeux vidéo" sont payés pour jouer la journée durant, des "artistes" pour faire les bouffons publics; une masse croissante d'impuissants que l'ON dira psychanalystes, tireuses de cartes, *coachs* ou juste psychologues se font grassement rétribuer pour écouter les autres se lamenter –, ne semble pas en mesure de corroder cette foi inoxydable. Même, il apparaît que plus le travail se vide de sa substance éthique, plus l'idole du travail se fait tyrannique. Plus la valeur et la nécessité du travail cessent visiblement d'aller de soi, plus ses esclaves éprouvent le besoin d'en affirmer l'éternité. Aurait-on besoin de préciser que «la seule intégration réelle, vraie, pour une vie d'homme ou de femme, est celle qui passe par l'école, par le monde du savoir et, à l'issue d'une scolarité satisfaisante et complète, par l'entrée dans le monde du travail» (*Face aux incivilités scolaires*), si cela contenait ne fût-ce qu'un début d'évidence? Aussi bien, c'est quand la Loi renonce à définir le travail en termes d'activité pour le définir en termes de *disponibilité* qu'elle dit le fin mot de l'histoire : par travail, ON n'entend plus que la soumission volontaire à la pure contrainte extérieure, "sociale", du maintien de la domination marchande.

Témoin d'un tel état de fait, l'économiste, même marxiste, se perd en paralogismes d'universitaire, en conclut à la déraison définitive de la raison capitaliste. C'est que la logique d'une telle situation n'est plus d'ordre économique, mais d'ordre éthico-politique. *Le travail est la clef de voûte de la fabrique du citoyen.* À ce titre, il est bel et bien nécessaire, comme peuvent l'être les centrales nucléaires, l'urbanisme, la police ou la télévision. Il faut travailler parce qu'il faut ressentir sa propre existence, au moins pour partie, comme étrangère à soi. Et c'est la même nécessité qui commande que l'ON prise l'«autonomie» en entendant par là le fait de "gagner sa vie par soi-même", c'est-à-dire de *se vendre soi-même*, et pour cela d'introjecter la quantité requise de normes impériales. En vérité, l'unique rationalité de la production présente, *c'est de produire des producteurs, des corps qui ne peuvent pas ne pas travailler.* De son côté, l'inflation de tout le secteur des marchandises culturelles, de toute l'industrie de l'imaginaire et bientôt *des sensations* répond à la même fonction impériale de neutralisation des corps, de dépression des formes-de-vie, de bloomification. Dans la mesure où c'est



l'étrangeté à soi et rien d'autre qu'entretient l'*entertainment*, il constitue un *moment* du travail social. Mais le tableau ne serait pas complet si l'on omettait de dire que le travail a aussi une fonction plus directement militaire, qui est de subventionner tout un ensemble de formes-de-vie – managers, vigiles, flics, professeurs, branchés, Jeunes-Filles, etc. –, dont le moins que l'on puisse dire est qu'elles sont anti-extatiques sinon anti-insurrectionnelles.

De tout le legs en putréfaction du mouvement ouvrier, rien n'empeste tant que la culture, et maintenant le culte, du travail. C'est elle et elle seule, avec son insupportable cécité éthique et sa haine de soi professionnelle, que l'on entend geindre à chaque nouveau licenciement, à chaque nouvelle preuve *que le travail est fini*. Ce qu'il faudrait faire, en vérité, c'est créer une fanfare, que l'on pourrait éventuellement baptiser «Chorale de la Fin Du Travail» (C.F.D.T.) et dont la vocation serait de débarquer dans chaque lieu de licenciement massif pour y chanter, en défilant sur des accords parfaitement ruineux, balkaniques et dissonants, la fin du travail et toute la prodigieuse étendue de chaos qui s'ouvre à nous de ce jour. Ici comme ailleurs, ne pas avoir fait ses comptes avec le mouvement ouvrier se paie chèrement, et la puissance de diversion dont témoigne en France une usine à gaz du genre d'ATTAC n'a pas d'autre origine. On ne s'étonnera pas trop, après cela, après avoir saisi la position centrale du travail dans l'usinage du citoyen, que l'actuel héritier du mouvement ouvrier, le mouvement social, se soit subitement métamorphosé en *mouvement citoyen*.

Nous aurions tort de négliger le caractère de pur scandale qui s'attache, du point de vue du mouvement ouvrier, à toutes les pratiques dans lesquelles se manifeste le débordement de celui-ci par le Parti Imaginaire. D'abord parce que le théâtre de celles-ci n'est plus de façon privilégiée le lieu de production mais bien la totalité du territoire, ensuite parce qu'elles ne sont pas le moyen d'une fin ultérieure – un meilleur statut, un meilleur pouvoir d'achat, moins de travail ou plus de liberté –, mais immédiatement *sabotage et réappropriation*. Là encore, il n'est pas de contexte historique qui nous livre plus d'enseignements sur ces pratiques, leur nature et leurs limites que l'Italie des années 60 et 70. Toute l'histoire du mai rampant est en effet l'histoire de ce débordement, l'histoire de l'extinction de la "centralité ouvrière". L'incompatibilité entre le Parti Imaginaire et le mouvement ouvrier y apparaît pour ce qu'elle est : une incompatibilité *éthique*. Incompatibilité qui éclate par exemple dans le *refus du travail* que les ouvriers méridionaux opposent pied à pied à la discipline d'usine, faisant ainsi éclater le compromis fordiste. Ce sera le mérite d'un groupe comme Potere Operaio d'avoir maniaquement porté dans les usines la «guerre au travail». «Le refus du travail et l'étrangeté à celui-ci ne sont pas occasionnels – constate le *Gruppo Gramsci* au début des années 70 – mais enracinés dans une condition objective de classe que le développement du capitalisme reproduit sans cesse et à des niveaux toujours plus élevés : la force nouvelle de la classe ouvrière dérive de sa concentration et de son homogénéité, dérive du fait que le rapport capitaliste s'étend au-



delà de l'usine traditionnelle (et en particulier à ce que l'on appelle le "tertiaire"). De la sorte, il produit là aussi des luttes, des objectifs et des comportements tendanciellement basés sur l'étrangeté au travail capitaliste et exproprié les ouvriers et les employés de leur professionnalité résiduelle, détruisant ainsi leur "affection" et toute sorte d'identification possible avec le travail que leur impose le capital. Mais ce n'est qu'avec la fin du cycle de luttes ouvrières, en 1973, que le débordement effectif du Parti Imaginaire se produisit. À ce point, en effet, ceux qui voulaient poursuivre la lutte durent prendre acte de la fin de la centralité ouvrière et porter la guerre au dehors de l'usine. Pour certains, comme les BR, qui en restaient à l'alternative léniniste entre lutte économique et lutte politique, la sortie de l'usine voulut dire la projection immédiate dans le ciel de la politique, l'attaque frontale du pouvoir d'État. Pour les autres, notamment pour les Autonomes, ce fut la politisation de tout ce que le mouvement ouvrier avait laissé à sa porte : la sphère de la reproduction. Lotta Continua lance alors le mot d'ordre : «Reprenons la ville!». Negri théorise l'«ouvrier social» – une catégorie suffisamment élastique pour permettre d'y faire entrer les féministes, les chômeurs, les précaires, les artistes, les marginaux et les jeunes révoltés – et l'«usine diffuse», concept qui justifiait la sortie de l'usine au nom du fait que tout, en définitive, de la consommation de marchandises culturelles au travail domestique, contribuait désormais à la reproduction de la société capitaliste, et que donc l'usine était désormais partout. Cette évolution contenait en soi, à plus ou moins brève échéance, la rupture avec le socialisme et avec ceux qui, comme les BR et certains collectifs de l'autonomie ouvrière, voulaient croire que «la classe ouvrière reste de toutes façons le noyau central et dirigeant de la révolution communiste» (BR – *Résolution de la direction stratégique*, avril 75). Les pratiques qui correspondirent à cette rupture éthique divisèrent d'emblée ceux qui croyaient appartenir au même mouvement révolutionnaire : ce furent les autoréductions – en 1974, 200 000 foyers italiens autoréduisent leur facture d'électricité –, les expropriations prolétariennes, les squats, les radios libres, les manifestations armées, la lutte dans les quartiers, la guérilla diffuse, les fêtes contre-culturelles, bref : l'Autonomie. Au milieu de tant de déclarations paradoxales – il faut tout de même rappeler que Negri est ce schizophrène qui, au bout de vingt ans de militantisme autour du «refus du travail» finit par conclure : «Donc, quand nous parlions de refus du travail il fallait entendre par là refus du travail en usine» –, il arriva même à ce dissocié de naissance, du fait de la radicalité de l'époque, de produire quelques lignes mémorables, comme celles-ci, tirées de *Domination et sabotage* : «La connexion autovalorisation-sabotage, et sa réciproque, nous interdit d'avoir plus rien à faire avec le "socialisme", avec sa tradition, tant avec le réformisme qu'avec l'eurocommunisme. Ce serait même le cas de dire que

nous sommes d'une autre race. Rien de ce qui appartient au projet en carton-pâte du réformisme, à sa tradition, à son infâme illusion, ne nous touche plus. Nous sommes dans une matérialité qui a ses propres lois, découvertes ou à repérer dans la lutte, de toute façon *autres*. Le "nouveau mode d'exposition" de Marx *est devenu le nouveau mode d'être de la classe*. Nous sommes ici, indéboullonnables, majoritaires. Nous possédons une méthode pour détruire le travail. *Nous nous sommes mis à la recherche d'une mesure positive du non-travail*. De la libération de cette servitude merdique dont jouissent les patrons, et que le mouvement officiel du socialisme nous a toujours imposé comme blason de noblesse. Non, vraiment, nous ne pouvons plus nous dire "socialistes", nous ne pouvons plus accepter votre infamie.» Ce à quoi s'affronta avec une telle violence le mouvement de 77, ce mouvement qui était l'assomption scandaleuse et collective des formes-de-vie, ce fut le parti du travail, le parti de la *dénégation* de toute forme-de-vie. Et c'est en milliers de prisonniers que l'on put mesurer l'hostilité du socialisme à l'endroit du Parti Imaginaire.





Toute l'erreur des gens de l'Autonomie organisée, ces «poux repoussants qui [hésitaient] entre caresser dans le sens du poil le dos de la baleine sociale-démocrate ou celui du Mouvement» (*La rivoluzione*, n° 2, 1977), fut de croire que le Parti Imaginaire pourrait être *reconnu*, qu'une médiation institutionnelle serait possible. Et aujourd'hui encore, c'est l'erreur de leurs héritiers directs, les *Tute bianche*, qui croyaient à Gênes qu'il leur suffirait de se comporter en flics, de dénoncer les «violents» pour que la police les épargne. Au contraire, il faut partir du fait que notre lutte est *d'emblée criminelle*, et se comporter en conséquence. Seul le rapport de force nous garantit quelque chose, et d'abord une certaine impunité. L'affirmation immédiate du besoin ou du désir, pour ce qu'il implique d'intimité avec soi-même, contrevient *éthiquement* à la pacification impériale; et n'a même plus l'alibi du militantisme. Le militantisme et la critique de celui-ci étaient tous deux, à leur manière divergente, compatibles avec l'Empire; l'un comme forme du travail, et l'autre comme forme de l'impuissance. Mais la pratique qui passe outre, où une forme-de-vie impose sa façon de dire «je», se voue à l'écrasement si elle n'a pas calculé son coup. «La restauration de la scène paranoïaque de la politique, avec tout son attirail d'agressivité, de volontarisme et de refoulement risque à tout instant d'écraser et de repousser la réalité, ce qui existe, la révolte qui naît de la transformation du quotidien et de la rupture des mécanismes de contrainte.» (*La rivoluzione*, n° 2)

Ce fut Berlinguer, alors à la tête du PCI, qui, peu avant le congrès de Bologne, en septembre 77, eut ces mots historiques : «Ce ne sont pas quelques porteurs de peste (*untorelli*) qui déracineront Bologne.» Il résumait ainsi le point de vue de l'Empire à notre sujet : nous sommes des *untorelli*, des agents contagieux, bons seulement à être exterminés. Et dans cette guerre d'anéantissement, c'est de la gauche que nous devons craindre le pire, parce qu'elle est la dépositaire officielle de la foi dans le travail, de ce fanatisme spécial qu'est la négation de toute différence éthique au nom de l'éthique de la production. «*Nous voulons une société du travail et non une société d'assistés*», opposait Jospin, ce grumeau de malheur calvino-trotskyte, au «mouvement des chômeurs». Ce credo exprime le désarroi d'un être, le Travailleur, qui ne connaît d'au-delà de la production que dans la déchéance, le loisir, la consommation ou l'auto-destruction, un être qui a à ce point perdu tout contact avec ses propres inclinations qu'il s'effondre s'il n'est mû par quelque nécessité externe, par quelque *finalité*. On se souviendra pour l'occasion que l'activité marchande, lorsqu'elle apparut comme telle dans les sociétés antiques, ne put être nommée en propre, étant elle-même non seulement privée de substance éthique, mais la privation de substance éthique élevée au rang d'activité autonome. On ne put donc la définir que négativement, comme défaut de *scholè* chez les Grecs, *a-scholia*, et défaut d'*otium* chez les Latins, *neg-otium*. Et c'est encore, avec ses fêtes, avec ses manifestations *fine a se stesso*, avec son humour armé, sa science des drogues et sa temporalité dissolvante, ce vieil *art du non-travail* qui, dans le mouvement de 77, fit le plus décisivement trembler l'Empire.

Est-il fait d'autre chose, au fond, le plan de consistance sur lequel se dessinent nos lignes de fuite? Y-a-t-il d'autre préalable à l'élaboration du jeu entre nos formes-de-vie?

Ma noi ci saremo

La Chambre Internationale de Commerce reconnaît à quel point la société a changé, les citoyens exprimant leurs profondes préoccupations. Toutefois, l'émergence de **groupes d'activistes** risque d'affaiblir l'ordre public, les institutions légales et le processus démocratique. **Ces organisations activistes** devraient se légitimer elles-mêmes, en prouvant leur démocratie interne et leur transparence. Elles devraient assumer pleinement leurs responsabilités en ce qui concerne les conséquences de leurs activités. Si ce n'est pas le cas, **il faudrait envisager des règles établissant leurs droits et responsabilités**. Le monde des affaires est habitué à travailler avec les syndicats, les organisations de consommateurs et d'autres groupes qui sont responsables, crédibles, transparents, et qui méritent le respect. **Ce que nous mettons en question, c'est la prolifération de groupes activistes** qui n'acceptent pas ces critères d'autodiscipline.

Geneva Business Declaration, adoptée en septembre 1998 par 450 dirigeants de multinationales dans le cadre du Geneva Business Dialogue

Ceux qui sont contre le G8 ne luttent pas contre des responsables démocratiquement élus dans leur pays : ils luttent contre le monde occidental, la philosophie du monde libre, l'esprit d'entreprise.

S. Berlusconi, *Le Monde*, dimanche 22 - lundi 23 juillet 2001

Thèses (comme une comptine)

1. Le sujet politique de la démocratie est la *population*, soit un conglomérat de corps éthiquement hétérogènes, à gérer et à administrer.
2. Le citoyen, l'atome qui constitue cette population, n'est ni honnête homme ni criminel, ni pauvre ni riche, il n'a pas de classe, pas de sexe, pas d'odeur, mais il a des droits (parmi lesquels le droit de vote qui assure la persistance du système qui l'a produit), un pouvoir d'achat variable et des *désirs*.
3. La démocratie écoute les *désirs* des citoyens, car elle ne peut pas faire autrement. Du moment qu'elle gère et ne commande pas, elle a *besoin* du consensus comme le poisson de l'eau. Et celui-ci ne saurait faire défaut puisqu'il est lui-même le principal produit de la démocratie. Hors de rares expressions d'antagonisme violent que l'on conjure en permanence, ON veillera juste à *calibrer* le consensus, à faire converger en quelques points précis les *désirs* singuliers.
4. Tant que le capitalisme se survit, cette convergence est dans une large mesure assurée par la consommation et tout ce qui, universellement, la préserve (le travail, la police, la famille, les rapports médiés par l'argent, etc.).
5. Quand le citoyen se met à "exister", à désirer en dehors des diagrammes publicitaires, à détraquer les fatalités de sa vie quotidienne, à jeter des regards trop insistants ou empreints d'une sympathie trop dénuée de charité vers les non-citoyens, il devient un "sujet potentiellement dangereux", un presque-plus-citoyen, quelqu'un qui ferait mieux de regarder la télé. Et certes, il n'est pas indifférent de ne plus voir dans le pacte social qu'une fable pour endormir les enfants sages des démocraties, dans nos "droits" qu'autant d'incitations à ne pas sortir d'une pitoyable conformité orthopédique, pas indifférent non plus de savoir que l'on est seul et surveillé, que nos "libertés" ne sont que les jouets que l'ON nous laisse pour nous distraire pendant que les gestionnaires optimisent, comptent et redistribuent le nombre de morts et de malades dans le monde pour les années à venir.
6. Le bon citoyen n'existe pas et le mauvais citoyen est le criminel potentiel. Le seul horizon possible de l'idéologie citoyenne est donc celui de la surveillance, et le seul garant de sa perpétuation le système pénal. D'où l'équation : citoyen = flic.
7. En dernier ressort, le flic est le véritable détenteur du monopole de la violence légitime. C'est en échange de cela qu'il supporte l'humiliation d'être réduit à l'obéissance; puisqu'en obéissant il peut frapper, opprimer, bref : lâcher la bonde à son ressentiment d'esclave. Le citoyen est celui qui délègue sa violence au flic, mais cette fois c'est en échange d'esclavages multiples (droits de consommer, travailler, s'amuser, se balader sous l'oeil vigilant de la loi punitive) qui ont pour seule finalité de le tenir à sa place, de le faire gentiment rester dans sa chambre pendant que les "autres" exercent leur arbitraire en toute impunité. Autrement dit : le citoyen est le flic en civil, *désarmé*, de l'Empire cybernétique, celui qui croit avoir des droits *et qui se trompe*.
8. Les "autres", c'est ceux qui n'ont pas à s'inquiéter de cette connerie qu'ON appelle la "Loi", qui l'écartent d'un geste vexé quand elle leur barre le chemin, qui la changent à loisir en fonction des nécessités du profit et de leur hégémonie; ce qui, au reste, est la seule position cohérente au sein d'une société capitaliste. La coopération la plus rentable sera donc celle des mafieux, des hommes d'Etat, des capitalistes et de la police; et ce sera aussi la plus naturelle. Entre-temps, ON paiera quelqu'un pour chanter une berceuse social-démocrate et pacifiste aux citoyens; qu'ils ne pleurent pas trop entre un cauchemar et l'autre. Et cela durera jusqu'à ce que la violence frappe à leur porte, jusqu'à ce que quelqu'un mette le feu à leur banque, à leur voiture, à leurs stations-service, à leurs rêves publicitaires qui ne se réalisent jamais. Alors la berceuse changera : "Ne vous inquiétez pas, c'est la police qui infiltre les manifestants ou le contraire, bref : ce sont des fous, c'est du n'importe quoi, ça n'a pas de sens. Mais quelle horreur ! regardez tout ce sang, ce n'est pas de la sauce tomate cette fois, ce n'est pas beau à voir, hein? On vous fera pareil si vous ne dormez pas, vous avez bien vu? Vous avez bien vu? Vous n'avez rien vu, allez dodo !"

Affinité et élection. La démocratie se fonde sur l'idée que la politique est le royaume du *logos*, d'où la prolifération des débats, la fétichisation de la discussion comme moyen de résolution des conflits – à une époque où, par ailleurs, nul ne sait plus ni parler ni écouter. La démocratie passe ainsi à côté du fait que *les évidences politiques ne sont jamais d'ordre logique, mais toujours d'ordre éthique*. L'essence de toute communauté n'est pas discursive mais élective. La subsistance de l'"élection" au sein de la démocratie n'est qu'un leurre opportun : l'élection ne peut être qu'un mouvement réciproque et certainement pas le mouvement de *choix* en faveur de celui ou celle qui s'offre. La pratique électorale n'est pas, en ce sens, une pratique élective car l'élu ne choisit jamais ses électeurs, a de bonnes raisons de les mépriser et ne fait appel à eux pendant sa campagne que pour mieux les faire taire quand il les gèrera.

Tous seuls ensemble. Qu'ont-ils en commun la ménagère de Berlin, l'électricien de Bologne, les punks d'Helsinki, les écolos de Seattle et les autonomes de Mestre ? Evidemment : *absolument rien*, sauf leur présence physique au contre-sommet de Prague. Ils se sont connus sur le *net*, ils se sont rencontrés grâce au "réseau" sur la base d'un ennemi commun (le FMI, la Banque Mondiale, la gestion actuelle de l'économie globale, etc.). Ils ont pour un jour contesté en cortèges séparés l'épiphanie parodique d'une élite d'exploiteurs, ils ont critiqué la marchandise globale à l'autre bout du monde, pour revenir le lendemain chez eux se soumettre à la marchandise locale. Ils se sont rencontrés physiquement pour un jour, et ils s'écriront des e-mails pour le reste de leur vie, dans le meilleur des cas. Chacun reste ainsi sagement pris dans les mailles étroites du pouvoir, tel un poisson dans un filet, et de là proteste contre une injustice globale dont il ignore tout, exception faite des comptes-rendus de la presse. Personne qui ait l'idée de contester le marchand de journaux du coin ou la permanence du nouveau maire de gauche, car on pourrait demain le retrouver à côté de nous à bord d'un train occupé, lancé vers une nouvelle destination de la contestation globale.

Du quotidien désespérant que les grandes décisions des sommets façonnent, *personne ne parle*. La politique c'est *eux* qui la font et nous qui la subissons ou l'entravons. Erreur : pour qu'ils puissent faire leur politique, ils faut qu'ils soient déjà passés sur nos cadavres. Il est absurde de protester parce qu'ils nous font mal quand ils nous piétinent; il faut se lever, ici et maintenant, parce que c'est à chaque instant que s'organise notre privation de destin. C'est cela que disent les "incontrôlés".

On ne gouverne que des corps. La gestion des corps, de leur santé et de leur maladie, de leur mobilité et de leur sédentarité, de leur recensement ou de leur clandestinité est le seul but du "gouvernement mondial".

L'argent, le travail, les transports, les soins, le logement, les papiers d'identité ne sont qu'autant de dispositifs dont les gouvernements usent pour contrôler les corps.

La culture, les spectacles, la répression ne sont que des moyens supplémentaires pour contrôler les "âmes" dans les corps. Comme il y a des corps sans âmes, mais pas d'âmes sans corps, les conditionnements culturels s'adressent eux aussi, en dernière instance, aux corps. C'est par ma "tuabilité" et pas par autre chose que je suis conditionnable. Quand le pouvoir montre son vrai visage, il ne vise pas mon âme, il frappe mon corps, car c'est en tant que corps que je suis exposé, que je puis être assassiné ou emprisonné. Les droits de l'homme sont la parade désormais planétaire qui voudrait nous faire oublier cette évidence, nous faire oublier que la forclusion de la violence est un facteur culturel contingent, nécessaire à perpétuer *un certain* régime de pouvoir et d'oppression qui arrange *certaines* personnes et pas d'autres.

Le monopole de la violence. Persuader les citoyens que se défendre par eux-mêmes est inhumain et bestial, que la violence est une abomination à refouler en permanence jusqu'à se dégoûter de soi si besoin est – la "violence" étant présente dans la vie des êtres humains au même titre que l'oxygène – a toujours été le rêve des gouvernements. La démocratie l'a presque réalisé, tout en se réservant encore pour quelque temps l'absurde privilège d'appeler les hommes à tuer et à se faire tuer dans ses guerres *à elle*.

Mobilisation non pas mouvement. À Prague, pour que la convergence ne fût-ce que physique d'autant de formes-de-vie incompatibles soit rendue possible, il a fallu huiler non pas une machine de guerre mais une machine organisationnelle. Si certains étaient "armés" (de bâtons en bois et de boucliers en plastique ou plus simplement de masques à gaz pour ne pas étouffer au milieu des lacrymogènes), la majorité à Seattle comme à Prague se disait animée par le rêve romantique de masses innocentes, désarmées et justes en butte à quelques puissants corrompus armés jusqu'aux dents. La réappropriation de la violence qui est tout de même intervenue et qui a fait la Une des journaux est rapportée avec stupeur et condamnée à l'unanimité. Cela s'appelle la dissociation et c'est le premier effet toxique de l'idéologie citoyenne. Qui se révélera vite mortelle.

Dans la gueule du loup. Mais si l'on récuse la violence, pourquoi se rendre là où le dispositif sécuritaire s'annonce inattaquable et seul son "forcement" possible?

Prague a été une "réussite", dit-on, car les mâchoires de la répression ne se sont pas refermées le premier mais le deuxième jour. Qui a eu l'impudence ou l'insouciance de promener dans la ville une gueule non conforme le lendemain de la manif a payé très cher sa légèreté.

Pourquoi, donc, ne se rencontrer que sous les lumières les plus éblouissantes du Spectacle, là où le moindre geste accompli est immédiatement reproduit et amplifié en mondiovision jusqu'à en devenir irréproductible pour quiconque était absent de l'événement? Séparer l'espace-temps de la lutte de l'espace-temps de la vie ne participe-t-il pas de ce contre quoi nous luttons?

Que ce soit clair : nous ne sommes pas contre la joie émeutière de Prague et de Seattle, nous sommes juste contre leur épique unicité, qui nous empêche de les répéter tous les jours chez nous.

Là où il faut être. Il y a un aspect de la répression qui est rarement interrogé et qui est pourtant la base de toute logique autoritaire, c'est l'idée de la *place* que chacun doit tenir. Savoir *rester à sa place*, dans l'espace comme dans la hiérarchie, est ce qui vous garantit la sécurité; et qui *n'est pas à sa place* l'a bien cherché... Il en va de même dans la lecture de classe de la société : c'est aux pauvres et aux exploités de se libérer, aux riches de conserver et défendre leurs privilèges. C'est ainsi que l'on passe à côté du caractère dynamique du rapport de domination qui fait que le plus grand nombre des exploités qui ne se rebellent pas et ne travaillent qu'à rendre leur vie semblable à celle de leur patron, se ménageant une existence aussi contre-révolutionnaire que ce dernier quand il fume son cigare assis dans un fauteuil en cuir. Désormais, s'accommoder de la place de patron ou de celle d'esclave renforce *de la même manière* la domination en tant qu'être employé ou employeur signifie de nos jours un refus identique du conflit sous toutes ses formes. Aucune *place* de cette société n'est plus révolutionnaire par elle-même. La plèbe occupe la place des sans-place, et c'est la seule d'où l'on puisse se révolter.

Se déplacer physiquement donne naturellement un puissant prétexte à la police puisque l'on n'était effectivement pas à *sa place* quand on a été arrêté. Mais dans ces conditions pourquoi ne pas se révolter *sur place*? Pourquoi, au lieu de manifester que l'on est également traité en étranger partout – ce qui est la condition du Bloom –, ne manifeste-t-on pas que notre propre pays et notre propre quartier nous sont étrangers à nous et aux nôtres, que "notre place" n'est pas notre place car nous ne voulons pas de celle que l'ON nous alloue? Et c'est alors seulement que la ritournelle "notre patrie est le monde entier" retrouvera un sens.

Barnum. Tony Blair, à la suite des deux coups de flingue qui, à Göteborg, ont touché dans le dos un garçon qui avait lancé des pierres contre les flics, a dit qu'il ne fallait pas se laisser distraire par le "cirque anarchiste itinérant". Ce en quoi il a raison : pour un cirque, il sera bientôt si désespérant et si injustement cruel que les spectateurs ne voudront plus payer leur ticket.

L'image du garçon qui trébuche avec deux projectiles logés dans les reins et dans le foie, du flic qui vient de tirer, les yeux écarquillés, la suspension cinématographique de l'émeute, ont tout du mauvais film. On n'est guère ému, mais on y croit. Certes on aimerait ne pas mourir comme ça, devant une caméra, sous le regard parasite des spectateurs médusés. Ici, la fin des héros n'est plus un mot, mais un sentiment certain. La marchandise de la révolte, ça passe bien à la télé et dans le format tabloïd, pourvu que la chorégraphie soit bonne; que ça soit organisé, quoi.

Les productions de l'anti-mondialisation, Indymedia et tout? Ça manque de rythme même dans les scènes d'actions.

D'ailleurs, comme par hasard, lorsque la police tire, le pouvoir saisit la télécommande.

Et si le prochain sommet était au Qatar?

GAME OVER.

Hooligani dangereux. Le temps passe, les contre-sommets changent, d'allure, de rythme. On revient de Gênes, la victime de Göteborg marche à nouveau, il a perdu dix kilos, mais Carlo Giuliani, lui, ne bouge plus, il a perdu la vie, la police l'a prise, comme elle saisit le matériel suspect dans ses perquisitions.

L'évidence qui s'est faite jour à Gênes n'est ni celle de l'incontrôlabilité de la police impériale (le ministre de l'Intérieur italien déclarait au lendemain du massacre que fut la nuit du 21 juillet qu'il n'était pas au courant de l'opération), ni celle de l'élévation du niveau de l'affrontement (devenu meurtrier), mais celle du déclin définitif de la bonne blague social-démocrate. Pendant que les média du monde entier peinent à définir comme criminelles des actions de destruction d'automobiles, de banques, de marchandises, bref : de *choses* et la réappropriation de la violence par un fantomatique "Black Bloc", le gouvernement Berlusconi esquisse en toute innocence le sourire coquin de la dictature.

Le vrai plan de consistance politique du contre-sommet de Gênes aura été clairement celui des "violents" qui seuls avaient saisi l'enjeu et le niveau du "dialogue" : les citoyens qui défilaient pacifiquement pour leurs droits ont été gazés, tabassés, arrêtés, considérés comme des déchets incombants qu'il fallait au plus vite balayer des rues, alors que les casseurs qui savaient où ils se trouvaient et dans quelles conditions ils opéraient ont agi dans une relative impunité – très vite jugée suspecte, évidemment, par la mauvaise foi citoyenne. Lorsque les journaux italiens titrent sans ironie aucune que "la police et le Black Bloc ont chargé ensemble le cortège", ils saisissent en effet confusément un plan de consistance qui est celui du Parti Imaginaire, où la question de l'infiltration devient vite vaine; il est certain que le flic provocateur est aussi un casseur alors que le contraire ne peut jamais être prouvé, c'est pourquoi les réformistes sortent de Gênes totalement défaits et désorientés. L'inquiétude qui saisit le citoyen face aux photos des flics en civil déguisés en manifestants et sereinement installés parmi leurs collègues en uniforme rappelle assez la frayeur de l'enfant face au déguisement rudimentaire de son papa en père Noël. Devant l'image de la criminalité *nécessaire et constitutive* du pouvoir policier, ceux qui demeurent dupes de l'illusion démocrate gesticulent de façon cocasse en implorant qu'on les rassure : "Racontez-nous que les violences du Black Bloc ont été l'effet des provocation policières, mais racontez-nous aussi que la police est bonne, qu'elle tabasse *par erreur* les gentils manifestants, qu'elle épargne les méchants parce que ce sont leurs collègues, qu'elle nous protège quand même, qu'elle travaille pour nous quoi qu'il arrive". Du point de vue citoyen, Gênes doit se réduire à un problème de gestion entre bons flics et mauvais flics : en aucun cas papa ne nous aurait menti, le père Noël existe !

Essayant d'être présent. Le terrain mobile du non-droit, la guerre civile pauvre mais vivante des émeutes, produisent en réalité une autre forme de *présence politique*, celle d'un ailleurs qui prend corps, d'un possible qui se passe tout d'un coup de la prothèse improbable du délire citoyen. Les corps gagnent la scène concrète du politique contre l'hypostase du corps mystique des huit puissants, auxquels ils contestent la faculté de les représenter, de pouvoir exister et décider à leur place. La casse et la destruction dans la rue ne sont pas une invitation faite aux médias à se pencher sur la contestation plutôt que sur l'événement contesté (les nombreuses agressions de journalistes le prouvent) mais renvoient à l'urgence de sortir de la fausse alternative de l'acceptation du pouvoir tel qu'il est ou de l'acceptation des règles convenues pour le transformer, c'est-à-dire tout en le préservant.

Sorti de cette impasse, plus de ciel de la politique et de terre des citoyens, mais un monde déjà là, à peupler et à parcourir. Le slogan réformiste "un autre monde est possible" que beaucoup d'anti-G8 exhibaient sur leurs T-shirts ne fait que donner la mesure de leur résignation et de leur ignorance : la question n'est naturellement pas que d'autres mondes soient possibles, mais que d'autres mondes *sont là*, vivent ou sommeillent sous le poids des dispositifs impériaux, et qu'ON leur mène la guerre. La puissance qu'ils recèlent, leur abrupte présence, il suffit de quelques coups bien assésés pour la faire surgir et d'un peu d'audace pour en trouver le chemin.

Le fait que le dispositif policier de Gênes, préparé depuis des mois et des mois, avec des meetings de police et de RG internationaux, des dépenses astronomiques en grillages, blocages de rues, expulsion des habitants de la ville, ait été un échec total du point de vue strictement sécuritaire nous renseigne sur sa fonction implicite non moins que sur sa fonction réelle. Les flics, comme les journalistes, dévorent le présent, ne sont là que pour ça. Que ce soit par une opération d'immobilisation du temps (l'incarcération durable qui prolonge un acte ponctuel accompli dans un moment précis) ou de multiplication d'un présent qui ne peut pas passer (reproduction indéfinie par image ou par texte d'un geste unique et singulier), flics et journalistes rongent l'espace de l'événement et coopèrent par les divers moyens à leur disposition pour le neutraliser.

Les souvenirs de ceux qui, à Gênes, n'ont pas subi sur leurs corps les conséquences de cette guerre civile éphémère sont tragiquement frappés d'irréalité : le temps médiatique et le temps répressif amenuisent la présence, disqualifient le sens et l'intensité dont elle est porteuse, promènent une image qui fige (la *preuve*, la garantie d'"objectivité" à usage de qui est passif et absent au moment du fait). *Image* vient du mot latin *imago* qui désignait les masques de cire mortuaire. Que les images des contre-sommets nous laissent indifférents ou nous choquent, elles participent simplement d'un dispositif de production de confusion. Ce que les corps agissants – et ceux qui défilaient – dans la rue ont voulu prouver était que la pratique violente est le seul moyen de regagner de la présence sous l'Empire, et que c'est exactement cela que le pouvoir redoute. C'est ainsi que s'explique la peur de la police devant le "Black Bloc", sa perte de contrôle incompréhensible eu égard à la disproportion des forces en jeu. Dès que les corps ne sont pas le pâle hologramme d'eux-mêmes la police tire parce qu'elle a *déjà* perdu le contrôle : elle n'arrive plus à contenir *la présence d'un autre monde en acte*.

Quelconque. La peur que suscite le recours à un moyen proscrit par le dispositif démocrate mais non menaçant pour autant, la cagoule, est la peur du quelconque. Bien sûr que le Black Bloc n'existe pas : et c'est parce qu'il existe *trop*. Derrière les foulards, les kéfiéhs et les cagoules se cache n'importe qui, ou quiconque ne se dissocie pas publiquement, mais peut-être aussi celui qui le fait. Derrière le visage masqué se cache le désir de tout citoyen de ne plus être contrôlé.

Les émeutes de Gênes étaient intenses sans être épiques, puissantes sans être héroïques, et la police, qui ne conçoit pas que la "violence" puisse exister sans organisation, cherche pathétiquement un supposé "chef" aux non moins supposés "Black Bloc", cumulant ainsi en un seul souhait deux inexistences. Ceux que l'ON a qualifié de Black Bloc à Gênes n'étaient pas tous vêtus de noir – ON dit même qu'ils étaient en noir le premier jour et plus le deuxième, qu'ils étaient dans les affrontements et pas dans les autres cortèges, etc. La couleur noire elle-même est une non-couleur, la somme de toutes les autres couleurs, la couleur quelconque par excellence. Quiconque était trouvé en possession d'habits noirs devenait dans les jours du contre-sommet un individu suspect, de même que quiconque se voile le visage, et devient donc quelconque, indiscernable dans la masse, ne saurait le faire que parce qu'il doit avoir quelque chose à cacher. En fait, quiconque pouvait être dans le Black Bloc, et donc aussi bien des flics et des néo-nazis car dans une zone de non-contrôle *il n'y a simplement plus de sujets*, ce qui rend totalement caduque la question du "qui a fait quoi?". Peu importe si, aux yeux du contrôle, les zones d'opacité apparaissent comme des imperfections à gommer ou des trous creusés à dessein dans le tissu continu de la surveillance : le contrôle ne voit pas l'événement, il ne voit que les sujets et les prétendues conséquences de leurs actes. Mais dans l'espace quelconque de l'émeute il n'y a que l'événement de l'émeute qui règle à son rythme le continuum psycho-somatique des corps impliqués en masse. L'émeute n'est pas un espace d'échange, ni de parole, ni nécessairement d'action, c'est un espace de *présence*, où les corps se confondent et les sujets disparaissent dans la connivence du Parti Imaginaire. La seule vérité que la volonté de savoir du pouvoir puisse trouver à son sujet est celle-ci : qu'il n'y a d'intelligence de l'événement qu'en son sein au moment où il advient, et que tout témoignage le trahit, toute extériorité le déforme. Qui n'était pas présent ne comprend pas. Qui était présent n'a rien à expliquer parce que l'espace de l'émeute anonyme est un espace déployé, qui se passe d'interprétation, qui s'érige et s'efface *contre* le sujet, et donc contre soi-même en tant que sujet. Tout énoncé ayant pour sujet l'"intention" du Black Bloc se trouve ainsi frappé de nullité. Le Black Bloc n'étant pas un sujet, il peut faire tout et son contraire, quinze personnes de n'importe quel credo peuvent s'habiller en noir (ou en blanc) et revendiquer des actions au nom d'un Black Bloc ou des *Tute Bianche*. La différence c'est que dans le second cas des corps nommés et déterminés se substituent à la multitude pour dire "Nous, les *Tute Bianche*" et pour se *dissocier* de tout ce qui leur échappe en espérant pouvoir endiguer la puissance du quelconque dans une représentation politiquement rentable. Mais ce pari est perdu d'avance, car c'est le même que celui de la police, à laquelle d'ailleurs Casarini en appelle pour qu'ON fasse la lumière sur cette zone d'opacité, oubliant qu'il y a vingt ans en Italie quelqu'un a voulu assécher la mer pour prendre les poissons et qu'il a échoué parce que, comme on le dit aux enfants, "la mer n'a pas de fin".

no justice / no peace / fuck the police !

Parabellum

Ieri abbiamo assistito a una grande giornata di democrazia; infatti tutti gli spezzoni del corteo, democraticamente, senza che fossero operate distinzioni di sesso, razza, religione, idea politica ecc., sono stati caricati, picchiati, sparati dalle forze dello Stato, fino all'esecuzione di piazza Alimonda.

Chi nei mesi scorsi ha operato affinché la manifestazione di Genova si riducesse a una innocua e inutile passeggiata sotto i riflettori dei media, come quella dell'anno scorso, si è trovato spiazzato e non ha potuto far altro che deplorare gli avvenimenti, chiamando alla calma e all'abbandono della strada, proprio mentre questa intonava la bella vecchia canzone della rivolta.

Gli Agnoletto, le Francescato, i Casarini, i Farina devono essere espulsi dal movimento per la gravità dei comportamenti tenuti e delle dichiarazioni rilasciate ieri.

Diversamente da ciò che questi infami (e il loro pastore Bertinotti) sostengono, gli scontri non sono stati provocati da poche centinaia di elementi estranei alla manifestazione, ma hanno visto un'ampia e decisa partecipazione, grazie alla quale l'arroganza delle forze dello Stato è stata contenuta e sono state estirpate dalle strade di Genova varie concrezioni di morte (*in primis* le banche) e numerose brutture mercantili.

Nella pratica, l'ideologia pacifista si è rivelata per quello che è: un elemento di debolezza *mortale*. Perché nel Luglio 1960 le forze dell'ordine non si azzardarono a sparare, nonostante la gravità degli scontri, e ieri, invece, l'hanno fatto? Perché allora sapevano che avrebbero dovuto scontare una risposta adeguata all'offesa.

La giornata di ieri ha messo in chiaro la differenza che passa tra i cieli dell'ideologia demo-contrattualista del Genoa Social Forum, delle Tute bianche & Co. e la natura terrena dei rapporti sociali, dove i problemi non sono mai di *forma* ma di *forza*, e dove l'*Enfermé* (Blanqui) continua ad avere ragione, oggi come centocinquanta anni fa: «Chi ha del ferro ha del pane».

Salutiamo il Black Bloc e tutti gli anonimi compagni che si sono battuti con coraggio.

Negli scontri di piazza di ieri è emersa quella comunità universale di lotta che costituisce il senso profondo dell'azione degli uomini quando si levano contro il dominio del capitale e dello Stato.

Sì al movimento reale e a tutti i comportamenti che rompono con la passività.

Oggi più decisi di ieri !

Alcuni individui sostenitori della comunità umana

Genova, 21 luglio 2001

Parabellum

Nous avons vécu hier une grande journée de démocratie; tous les tronçons du cortège ont en effet été chargés, tabassés, tirés comme des lapins par les forces de l'État – démocratiquement, sans distinction de sexe, de race, de religion, d'idées politiques, etc. – jusqu'à l'exécution de Piazza Alimonda.

Ceux qui ont, dans les derniers mois, œuvré pour que la manifestation de Gênes se réduise, comme celle de l'année dernière, à une promenade innocente et inoffensive sous les projecteurs des médias, se sont trouvés désorientés et n'ont rien pu faire d'autre que déplorer les événements, en appelant au calme et à quitter la rue, au moment même où cette dernière entonnait à nouveau l'antique chanson de la révolte.

Les Agnoletto, les Francescato, les Casarini, les Farina doivent être expulsés du mouvement pour la gravité des comportements tenus et des déclarations faites hier.

Contrairement à ce que soutiennent ces poucaves (et leur berger Bertinotti), les émeutes n'ont pas été provoquées par quelques centaines d'éléments étrangers à la manifestation, mais ont été l'occasion d'une participation large et déterminée, grâce à quoi l'arrogance des forces de l'État a été contenue et diverses concrétions de mort (en premier lieu les banques) comme de nombreuses hideurs marchandes ont été arrachées des rues de Gênes.

Dans les faits, l'idéologie pacifiste est apparue pour ce qu'elle est : un élément de faiblesse mortelle. Pourquoi en Juillet 1960 les forces de l'ordre n'ont-elles pas osé tirer, malgré la violence des émeutes, alors qu'hier elles l'ont fait? Parce qu'à l'époque elles savaient qu'elles auraient dû faire face à une réponse à la hauteur de l'offensive.

La journée d'hier a mis en lumière la frontière qui passe entre les cieux de l'idéologie démo-contractuelle du Genoa Social Forum, des Tute Bianche & Co. et la nature terrestre des rapports sociaux, où les problèmes ne sont jamais de *forme* mais de *force*, et où l'*Enfermé* (Blanqui) continue d'avoir raison, aujourd'hui comme il y a cent cinquante ans : «Qui a du fer a du pain».

Nous saluons le Black Bloc et tous les camarades anonymes qui se sont battus avec courage.

Dans les émeutes de rue, hier, a émergé cette communauté de lutte universelle qui constitue le sens profond de l'action des hommes lorsqu'ils se soulèvent contre la domination du capital et de l'État.

Oui au mouvement réel et à tous les comportements qui rompent avec la passivité.

Aujourd'hui plus décidés qu'hier !

Quelques individus qui soutiennent la communauté humaine

Gênes, 21 juillet 2001